- RApport d’évaluation

final-

* Annex 7 - Promopêche

évaluation du projet “PRomopÊche” en Mauritanie

T05-EUTF-SAH-MR-04-01

Pour

L’Union européenne, représentée par la Commission européenne

Center for Evaluation and DeveloPment (C4ED)  
  
Mannheimer Zentrum für Evaluation und Entwicklungs-Forschung (MZEEF)  
  
Centre pour l’évaluation et le développement  
  
Centro para la evaluación y el desarroLLO  
  
www.c4ed.org

Février 2025

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |



Ce rapport d'évaluation d'impact est produit par le Centre pour l'Évaluation et le Développement (C4ED) et est soutenu et encadré par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne (FFU). Le rapport ne reflète pas nécessairement les points de vue de la Commission Européenne (UE).

Remerciements

L'équipe de recherche exprime sa gratitude pour les conseils avisés et le soutien fournis par le Bureau International du Travail (BIT) tout au long de ce travail d'évaluation. L'appui de la délégation de l'Union Européenne en Mauritanie a également été d'une grande valeur.

Table des Matières

[Remerciements iii](#_Toc191028308)

[Table des Matières iv](#_Toc191028309)

[Liste des Tableaux v](#_Toc191028310)

[Liste des Figures v](#_Toc191028311)

[Abbreviations vi](#_Toc191028312)

[Résumé exécutif 1](#_Toc191028313)

[1. Introduction 8](#_Toc191028314)

[1.1 Description de l’évaluation 8](#_Toc191028315)

[1.2 Description du projet 9](#_Toc191028316)

[1.3 Parties prenantes 11](#_Toc191028317)

[1.4 Méthodologie 12](#_Toc191028318)

[2 Contexte 16](#_Toc191028319)

[2.2 L’économie de la Mauritanie 16](#_Toc191028320)

[2.3 L’Union Européenne en Mauritanie 18](#_Toc191028321)

[3 Constats 19](#_Toc191028322)

[3.2 QE1. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ? 19](#_Toc191028323)

[3.3 QE2. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des BENEFICIAIRES ? 22](#_Toc191028324)

[3.4 QE3. Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs COUTS ? (3.2MRT1) 23](#_Toc191028325)

[3.5 QE4. À quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ? 25](#_Toc191028326)

[3.6 QE5. Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables ? 26](#_Toc191028327)

[4 Conclusions, recommandations et leçons apprises 28](#_Toc191028328)

[4.2 Conclusions 28](#_Toc191028329)

[4.3 Recommendations 32](#_Toc191028330)

[4.4 Leçons apprises 36](#_Toc191028331)

[5 Annexes 37](#_Toc191028332)

[5.1 Théorie du Changement du projet Promopêche 37](#_Toc191028333)

[5.2 Cadre logique du projet promopêche 38](#_Toc191028334)

[5.3 Matrice d’évaluation 47](#_Toc191028335)

[5.4 Liste des personnes et organisations consultées 54](#_Toc191028336)

[5.5 Calendrier des activités 55](#_Toc191028337)

[5.6 Équipe d’évaluation 57](#_Toc191028338)

[5.7 Bibliographie 59](#_Toc191028339)

Liste des Tableaux

[Tableau 1 : Répartition de l’échantillon d’enquête par profils et par sexe 13](#_Toc191028340)

[Tableau 2 : État financier au 30 octobre 2020 de la composante BIT 24](#_Toc191028341)

[Tableau 3 : Cadre logique du projet Promopêche 38](#_Toc191028342)

[Tableau 4 : Matrice d'évaluation 47](#_Toc191028343)

[Tableau 5 : Liste des personnes et organisations consultées 54](#_Toc191028344)

[Tableau 6 : Plan de travail 2021-2024 55](#_Toc191028345)

Liste des Figures

[Figure 1 : Zones d’intervention du projet Promopêche 10](#_Toc191028346)

[Figure 2 : Théorie du changement du projet Promopêche 37](#_Toc191028347)

Abbreviations

|  |  |
| --- | --- |
| AECID | Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement |
| APPD | Accord de Partenariat dans le domaine de la pêche durable |
| BIT | Bureau International du Travail |
| BMI | Bureau Mauritanien pour l’Insertion |
| BTP | Bâtiment et Travaux Publics |
| C4ED | Centre pour l’Evaluation et le Développement |
| CAD | Comité d’Aide au Développement |
| UE | Union Européenne |
| FFU | Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne |
| GIRMaC | Projet de Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières |
| GIE | Groupement d’Intérêt Économique |
| GIZ | Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement |
| HIMO | Haute Intensité de Main-d’œuvre |
| ICH | Indice de Capital Humain |
| MEFP | Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle |
| MPEM | Ministère des Pêches et de l’Économie Maritime |
| MRU | Ouguiya Mauritanien |
| OCDE | Organisation de la Coopération et de Développement Économiques |
| OIT | Organisation Internationale du Travail |
| ONG | Organisation Non-Gouvernementale |
| ONS | Office National Mauritanien de la Statistique |
| OIM | Organisation Internationale pour les Migrations |
| PASP | Programme d'Appui aux Stratégies de Développement Durable du Secteur de la Pêche et de l'Économie Bleue |
| PCP | Politique Commune de la Pêche |
| PDA | Points de Débarquement Aménagés |
| PEB | Pêche et de l'Économie Bleue |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PPPAM | Projet de Promotion de la Pêche Artisanale en Mauritanie |
| QE | Questions d’Evaluation |
| SMIG | Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti |
| SOMALEC | Société Mauritanienne d’Electricité |
| UE | Union Européenne |
| UNDP | United Nations Development Program/ Programme des Nations Unies pour le Développement |

Résumé exécutif

**Introduction**

Dans ce rapport d'évaluation final, le Centre pour l'Évaluation et le Développement (C4ED), mandaté par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne (FFU), présente les constats de l’évaluation de la modalité « chantier école » du projet Promopêche, financé par le FFU et mise en œuvre par le Bureau International du Travail (BIT). Le projet vise à stimuler l'insertion économique et professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans en dynamisant l'économie locale du Bâtiment et Travaux Publics (BTP) et du secteur halieutique dans les régions mauritaniennes de Dakhlet-Nouadhibou, Inchiri et Nouakchott. Le C4ED explore dans son évaluation la pertinence, l’efficience, l’efficacité et l’impact de la modalité « chantier école » mise en œuvre entre 2017 et 2022.

Initialement conceptualisée pour devenir une étude d’impact, la méthodologie d’évaluation a dû être ajustée suite à l’intégration du cursus de formation continue dans le projet en 2021. Les effectifs de la formation initiale et les profils des bénéficiaires se sont respectivement réduits et diversifiés, empêchant la mise en place des enquêtes quantitatives initialement prévues. Le C4ED a ainsi été contraint d’ajuster l'approche d'évaluation d'impact basée sur l’utilisation de méthodes mixtes pour se concentrer exclusivement sur une évaluation qualitative de la pertinence, l’efficacité et l’impact du projet Promopêche. Au total, 66 entretiens ont été conduits pour explorer les effets de la modalité « chantier école » sur l’employabilité des bénéficiaires, leur accès à l’emploi et à l’emploi décent, leur résilience, leurs aspirations de vie, et enfin sur l’inclusion des femmes et migrants rapatriés.

**La modalité « chantier école » du projet Promopêche**

Le projet Promopêche (2017-2024), financé à hauteur de 27,5 millions d'euros, vise à promouvoir un développement durable et inclusif du secteur de la pêche en Mauritanie. Ce financement provient principalement du FFU (24 millions d'euros) et de l'initiative SEWOH (3,5 millions d'euros, et est mis en œuvre par le BIT, l' Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et l’Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement (GIZ).

L'évaluation se concentre sur la modalité « chantier école » , mise en œuvre par le BIT, et qui vise à adapter l'offre de formation aux besoins locaux, facilitant l'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 35 ans. La méthodologie d'enseignement « chantier école », combine formation théorique (20 %) dans des centres publics et pratique (80 %) sur le terrain. Les bénéficiaires, y compris 25 % de femmes, sont ciblés principalement dans les zones littorales, avec des activités à Nouadhibou, Nouakchott, et dans la région de l'Inchiri.

La modalité « chantier école » de Promopêche prévoit la création de 2 880 emplois directs, dont 880 pour des femmes. En 2019, 120 jeunes étaient en formation dans le domaine des infrastructures, tandis que 312 diplômés provenaient du Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche. Deux parcours de formation sont offerts : un en BTP lié à la pêche artisanale, et un autre dans les métiers de la pêche, visant à améliorer les compétences des participants face aux défis du secteur, tels que le manque d'équipement et la perte de qualité du poisson.

Pour soutenir l'insertion professionnelle, le projet a mis en place un accompagnement personnalisé des bénéficiaires, ainsi que des bourses mensuelles. Des certificats de compétences sont délivrés à l'issue des formations.

**Contexte du pays et du secteur**

Le marché du travail en Mauritanie se caractérise par un faible taux d'emploi de 37 % et un taux de chômage de 11,8 %, avec une grande proportion de la population en âge de travailler étant inactive (58,5 %). Une majorité des travailleurs se tournent vers l'auto-emploi, souvent dans le secteur informel, pour accéder à l'emploi ou diversifier leurs revenus, ce qui représente un défi majeur pour le développement économique du pays.

Grâce à un phénomène d’*upwelling*, qui amène des eaux froides et riches en nutriments au large de ses côtes, la Mauritanie bénéficie de l'une des principales ressources halieutiques mondiales. La pêche est un secteur offrant de nombreuses opportunités d’emplois (3 % de la population active) et de revenus, entraînant l'installation de certaines populations sur le littoral. Entre 2002 et 2014, le nombre d'emplois dans ce secteur a augmenté de 50 %. Ce secteur est crucial pour les recettes fiscales, l'équilibre commercial et la sécurité alimentaire. Il a le potentiel de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté et les motifs de migration. Cependant, son impact sur la création d’emplois productifs et de valeur ajoutée reste limité.

**Constats principaux**

QE1. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?

Les formations offertes ont permis à la majorité des bénéficiaires, initialement sans connaissances en pêche, de développer des compétences techniques essentielles, renforçant leur confiance en soi (constats 1 et 2). De plus, un transfert de compétences vers des non-participants a été observé, favorisant l'adoption de bonnes pratiques dans les entreprises partenaires de la modalité « chantier école » (constat 3). Les compétences acquises sont appliquées dans la vie quotidienne des bénéficiaires, impactant positivement leur autonomie (constat 4).

Concernant l'employabilité, la plupart des jeunes sont satisfaits de la formation, mais l'insertion professionnelle demeure un défi, et les bénéficiaires jugent l'accompagnement insuffisant (constats 7 et 9). Le BIT a mis en place des pratiques positives en intégrant d'anciens bénéficiaires dans ses chantiers, améliorant ainsi leurs compétences (constat 4). Cependant, les jeunes ne disposent pas des outils clés pour obtenir un emploi. Ils manquent notamment d'information sur les plateformes de recherche d'emploi, mobiliser leurs réseaux personnels ou de soutien financier ou matériel pour commencer une activité génératrice de revenu (constat 10).

L'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi est limité, avec de peu d’entre eux en situation d’emploi après la formation et pour ceux avec un travail, celui s’exerce dans des conditions précaires (Constat 9). Les principale causes identifiés sont (i) l’absence d’accompagnement post formation, (ii), le caractère saisonnier de la pêche artisanale, (iii), les difficultés structurels auxquels fait face la pêche artisanale et (iv) la précarité générale du marché du travail (constat 10).

QE2. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?

Les revenus dans les secteurs du BTP et de la pêche en Mauritanie dépendent largement des compétences et diplômes (constat 13). Cependant, malgré une formation certifiée, les effets limités sur l’emploi se traduisent automatiquement par des effets quasi nuls sur les revenus. Pour les bénéficiaires ayant obtenu un emploi, les salaires permettent une certaine meilleure capacité financière mais qui demeure modeste (constat 14)

QE3. Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs COUTS ?

La composante BIT du projet Promopêche est une équipe diversifiée et a réalisé un suivi rigoureux. Cependant le manque d'expérience spécifique et de coordination avec le Ministère des Pêches et de l’Économie Maritime (MPEM) ont freiné l'appropriation des résultats et entraîné des retards (constat 18). Financièrement, une proportion significative des dépenses est allouée aux coûts administratifs, et la meilleure performance à mi-parcours est observée dans la modalité « chantier école » (constat 19). Les projets Promopêche et PECOBAT ont permis de mutualiser efficacement les ressources via la méthodologie « chantier école », renforçant la coordination avec les partenaires et réduisant les coûts (constat 20). Toutefois, un ratio élevé d’accompagnateurs limite un suivi personnalisé de qualité, affectant l'accès à un emploi décent (constat 21). La modalité « chantier école » rencontre des difficultés à atteindre efficacement les groupes cibles, telles que les femmes et les migrants rapatriés, en raison de divergences et d'un suivi insuffisant, ce qui freine l'atteinte des objectifs du projet (constat 22).

QE4. À quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ?

Les formations de Promopêche influencent positivement les aspirations de vie des bénéficiaires, augmentant leur ambition professionnelle et leur engagement communautaire, avec un intérêt pour des carrières dans la pêche, le BTP ou la création d'entreprises, soulignant un désir d'autonomie financière et une solidarité communautaire (constat 23). Cependant, les réalités du marché du travail mauritanien posent des défis, forçant certains à revoir leurs priorités professionnelles, tandis que les aspirants entrepreneurs rencontrent des difficultés matérielles et financières (constat 24).

Concernant la migration, bien que l'intention de migrer reste limitée, les liens avec le projet Promopêche sont indirects, et l'absence d'effets majeurs sur l'emploi n'influence pas significativement les intentions de migration (constat 25). Néanmoins, l'envie d'émigrer diminue chez les bénéficiaires ayant trouvé un emploi ou se sentant compétents, bien que cela puisse changer lorsque l'insertion professionnelle est difficile, montrant la fluctuation des aspirations migratoires (constat 26).

QE5. Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables ?

Les stéréotypes de genre compliquent l'intégration des femmes dans des secteurs masculins comme le BTP, poussant les participantes vers le secteur halieutique, où elles sont mieux acceptées. Bien que formées par le programme « chantier école », leur accès à des emplois stables demeure difficile, entravant leur autonomisation malgré une ambition accrue (constats 27-28). Face à l'insertion professionnelle limitée, les femmes se tournent souvent vers l'entrepreneuriat dans le secteur halieutique, bien que des ressources financières limitées freinent leur développement (constat 29). Malgré une perspective de genre visant un minimum de 25% de femmes par cohorte, des obstacles structurels persistent, avec une faible intégration des femmes dans le BTP (constats 30-32).

Concernant les jeunes, le manque de personnalisation dans l'orientation réduit la motivation, même si l’accompagnement pendant la formation est bien accueilli. Cependant, le soutien post-formation est insuffisant, laissant les bénéficiaires seuls face au marché du travail (constats 33-35).

**Conclusions**

Pertinence : La modalité « chantier école » de Promopêche se distingue par sa capacité à aligner ses formations avec les besoins du marché, notamment dans les sous-secteurs de la pêche artisanale et du BTP. Les formations en ferronnerie, maçonnerie, et transformation des produits halieutiques répondent à une demande croissante, notamment pour soutenir l'industrie à Nouadhibou et Nouakchott, tout en offrant aux femmes l'occasion de se professionnaliser. Malgré cet ajustement avec les exigences du secteur, l'accès à un emploi décent reste incertain, ce qui pose la question de la durabilité des opportunités professionnelles créées.

Promopêche intègre une perspective de genre dans ses programmes en établissant un quota de 25 % de femmes par cohorte et en appliquant des critères de discrimination positive. Néanmoins, ces initiatives se heurtent à des obstacles structurels qui persistent. Les stéréotypes de genre et les attentes culturelles continuent de limiter l'intégration des femmes, surtout dans le secteur du BTP, où elles sont fréquemment reléguées à des rôles secondaires.

Côté accompagnement, bien que les bénéficiaires soient souvent dirigés vers les formations disponibles limitant de fait la personnalisation des parcours, le soutien pendant la formation est généralement bien perçu. Des conseils pratiques et un soutien des formateurs aident à renforcer leurs compétences techniques. Cependant, l'absence de suivi post-formation affaiblit cet encadrement, compliquant l'insertion professionnelle des participants, souvent laissés seuls à naviguer dans un marché du travail exigeant. En somme, bien que la modalité soit judicieuse et prometteuse, elle nécessite des ajustements pour répondre aux attentes des bénéficiaires et garantir une intégration professionnelle et durable.

Efficience : L’évaluation de l’efficience de la modalité « chantier école » souligne plusieurs points essentiels. Le projet bénéficie d’une équipe compétente et d’un suivi rigoureux, mais il a souffert d’un manque d’engagement avec ces partenaires clefs entrainant des difficultés de ciblage (notamment les femmes et les migrants rapatriés), des retards dans la mise en œuvre des activités et une (quasi-)absence de partenariat avec de potentiels employeurs. Ainsi, la coordination limitée a entravé la réalisation des objectifs dans l’horizon temporel prédéfini et en termes d’accès à l’emploi des populations ciblées.

La coordination entre les projets Promopêche et PECOBAT a permis de mutualiser les ressources et de réduire les coûts administratifs. Malgré cette mutualisation, presque la moitié des coûts (44%) étaient consacrées aux coûts administratifs à la mi-parcours. Ce résultat suggère que les fonds investis dans l’accompagnement des bénéficiaires ont été trop limités (avec notamment un coache pour 50 bénéficiaires en moyenne) ayant des conséquences sur la personnalisation du coaching et le développement de partenariat avec le secteur privé.

Impact : La modalité « chantier école » de Promopêche a permis aux bénéficiaires de développer des compétences techniques clés, améliorant la sécurité dans le secteur de la pêche et contribuant à la qualité des produits halieutiques. Bien que l'intégration sur des chantiers financés par l'organisation ait amélioré l'employabilité, le manque d'accompagnement post-formation demeure un obstacle majeur, avec les bénéficiaires peinant à s'insérer sur un marché du travail largement informel.

Les emplois, lorsqu'ils sont obtenus, se caractérisent souvent par des conditions précaires, influencées par la saisonnalité et la compétition intense dans le secteur de la pêche artisanale. Par conséquent, l'amélioration des conditions de vie et des revenus reste limitée, bien que certains bénéficiaires montrent une motivation accrue pour surmonter ces défis en poursuivant des formations complémentaires.

En termes d'aspirations, la formation a renforcé l'ambition professionnelle et l'engagement communautaire des participants, réduisant dans certains cas leurs intentions de migrer. Cependant, face à des emplois déçus, d'autres considèrent toujours la migration comme une option viable, mettant en lumière les défis structurels du marché du travail mauritanien.

Les femmes ont connu des avancées significatives en matière d'autonomisation, avec une augmentation de leur ambition et de leur initiative entrepreneuriale. Néanmoins, elles continuent de rencontrer des obstacles tels que les stéréotypes de genre et un manque de ressources, limitant leur capacité à atteindre une véritable autonomie économique. Les succès dans l'entrepreneuriat, bien que modestes, indiquent un besoin persistant d'accompagnement pour sécuriser leur future stabilité économique.

**Recommandations**

1. **Étendre la formation avec des modules de promotion à l’entrepreneuriat.**

Continuer d’adapter les formations aux besoins du marché local et les actualiser le cas échéant : En tenant compte des spécificités de l'économie locale et des secteurs en tension (BTP et pêche), adapter les compétences enseignées aux exigences précises des employeurs locaux.

Face aux difficultés à trouver un emploi dans le secteur privé existant, donner les possibilités aux bénéficiaires de s’engager dans les démarches entrepreneuriales (voir recommandation 2).

1. **Inclure un accompagnement post-formation pour ceux cherchant à trouver un emploi dans le secteur privé existant.**

Inclure pour les bénéficiaires cherchant à trouver un emploi dans une activité existante, des ateliers pour promouvoir leurs compétences de vie afin de renforcer leur confiance en soi et à mettre en avant ses compétences et motivation (rédaction de leur Curriculum Vitae, lettre de motivation, préparations aux entretiens) et de soutenir dans la recherche d’emploi par les plateformes en ligne pour les emplois dans le secteur formel et moderne. Toutefois, il serait également pertinent de sensibiliser sur l’importance des réseaux personnels pour accéder aux opportunités dans le secteur informel et traditionnel.

En parallèle, renforcer les partenariats avec des entreprises locales : Promouvoir les collaborations entre Promopêche et des employeurs potentiels, facilitant des stages, des contrats temporaires, voire des recrutements directs pour les diplômés.

1. **Soutenir les initiatives entrepreneuriales, notamment des femmes**

Soutenir les bénéficiaires avec un appui financier, matériel et/ou administratif : développer des fonds de soutien dédiés aux projets dans la transformation de produits halieutiques, accompagner dans l'acquisition de matériel professionnel, etc. Les femmes étant particulièrement marqué par un accès limité aux ressources, ces efforts sont d’autant plus importants pour ces dernières.

1. **Augmenter la visibilité et le transfert des compétences acquises**

Créer un réseau d'anciens élèves pourrait favoriser l'échange de bonnes pratiques, le partage d'opportunités d'emploi et le soutien entre pairs. Ce réseau pourrait également servir de point de contact pour les futurs employeurs. Aussi, encourager les bénéficiaires à former leurs proches ou d'autres jeunes de leur communauté, soutenant ainsi la durabilité des connaissances acquises et renforçant l'impact de la formation au sein des communautés.

1. **Renforcer la coopération avec le secteur privé**

Travailler avec les employeurs locaux pour faciliter leur capacité d'embauche des personnes nouvellement formées par le biais d'incitations financières à l'embauche et de programmes de formation à la gestion des ressources humaines.

Mettre en place un système de mentorat qui met en relation les stagiaires avec des entrepreneurs locaux qui ont réussi et qui peuvent leur fournir des conseils et un soutien lors du lancement de leur entreprise. Cela pourrait se faire en organisant régulièrement des événements de mise en réseau ou des « foires entrepreneuriales » où les stagiaires peuvent présenter leurs idées commerciales et entrer en contact avec des mentors et des investisseurs.

1. **Considérer l’approche genre du projet en fonction des rôles genrés dans le secteur de la pêche artisanale.**

Le projet doit avoir une stratégie claire pour accompagner les bénéficiaires vers l’emploi selon le genre. D’une part, le projet peut soutenir les femmes dans leurs fonctions traditionnelles (vente et transformation) et améliorer leurs conditions dans ces dernières ; une approche moins en ligne avec les normes sociales préétablies. D’une autre, le projet peut également considérer une approche plus disruptive en soutenant l'intégration des femmes dans des secteurs traditionnellement masculins. Ceci peut impliquer de lancer des campagnes de sensibilisation auprès des employeurs et des communautés pour encourager l'acceptation des femmes dans le BTP, en partenariat avec des ONG locales et internationales.

1. **Suivre les bénéficiaires de la modalité « chantier école » pour mieux comprendre son efficacité**

Instaurer un système de suivi numérique des bénéficiaires afin de mieux suivre la mise en œuvre des activités avec des données régulièrement actualisées, mesurer l’atteinte des objectifs et de renforcer la capacité à réagir aux difficultés à les atteindre. Ce système peut également s’étendre au suivi des anciens bénéficiaires afin de mieux comprendre leurs trajectoires professionnelles, collecter leurs retours et d'adapter les projets futurs.

1. **Renforcer la stratégie de recrutement et d'intégration des migrants rapatriés et des femmes**

Le projet Promopêche a rencontré des difficultés pour intégrer les migrants rapatriés et les femmes dans son programme de formation, ce qui nécessite un renforcement de la stratégie de recrutement par le biais de partenariats avec des organisations locales et des autorités telles que l'Organisation Internationale des Migrations (OIM). Il est essentiel de collaborer avec des ONG et des associations communautaires, comme le Réseau des Associations de Femmes en Mauritanie, pour faciliter l'accès des femmes et des migrants. Parallèlement, dynamiser la coopération avec l'OIM pour obtenir des listes actualisées de migrants permettrait de concevoir des stratégies d'intégration adaptées. Il est également recommandé d'impliquer directement ces groupes dans la conception des programmes de formation, notamment par le biais de groupes de discussion pour identifier les obstacles et co-créer des solutions. Enfin, un système de suivi et d'évaluation doit être établi pour mesurer l'efficacité des mesures et ajuster les stratégies en fonction des retours des participants.

**Leçons apprises**

* + 1. Un soutien post-formation renforcé est nécessaire.

Les formations seules ne suffisent pas pour garantir une insertion professionnelle durable. Une aide prolongée, incluant l’accompagnement à la recherche d'emploi, l’accès à des plateformes d’emploi, et le soutien à l'entrepreneuriat, est essentielle pour maximiser les effets de la formation vers une transition réussie vers l’emploi décent.

* + 1. Besoins d’aligner des formations aux réalités du marché.

Bien que les compétences techniques acquises soient en adéquation avec les besoins identifiés, la formation doit être régulièrement mise à jour pour répondre à l’évolution du marché et pour renforcer l’employabilité des bénéficiaires dans des secteurs en constante mutation.

* + 1. Le transfert de compétences au sein des communautés est une réalité dont il faut tenir compte et en profiter pour étendre les bienfaits d’une formation.

Les bénéficiaires qui partagent leurs compétences acquises avec leurs proches et collègues contribuent à la diffusion de bonnes pratiques et renforcent la chaîne de valeur locale. Encourager ce transfert de savoir-faire peut multiplier les bénéfices de la formation au-delà des participants directs.

* + 1. Les stratégies d’autonomisation économique spécifiques pour les femmes sont clés compte tenu des dynamiques de genre.

Le renforcement des capacités des femmes, tout en tenant compte des réalités socio-culturelles, passe par un accompagnement ciblé qui facilite leur accès aux équipements et ressources financières nécessaires. L’auto-entrepreneuriat peut favoriser une meilleure acceptation de leur présence dans des secteurs traditionnellement masculins.

* + 1. Investir dans la résilience économique et la préparation au marché.

Les formations doivent inclure une dimension de résilience sociale et économique, permettant aux bénéficiaires de s'adapter à des contextes précaires et aux défis des marché informels tels que ceux du BTP et de la pêche en Mauritanie. Cette dimension pourrait inclure la gestion financière, la planification de carrière, et des stages pour une immersion professionnelle plus solide.

* + 1. Au-delà des compétences techniques, les compétences de vie sont essentielles pour aider les bénéficiaires à surmonter les obstacles.

Bien que des ambitions professionnelles élevées aient été constatées chez les jeunes formés, il est crucial de les accompagner une fois certifiés pour lever les obstacles matériels et financiers qu’ils rencontrent, notamment pour ceux qui souhaitent créer des entreprises, en vue de valoriser les compétences acquises.

1. Introduction

## Description de l’évaluation

Entre le 1er janvier et le 15 septembre 2015, plus de 430 000 personnes rejoignaient l'Union européenne (UE) en traversant la mer Méditerranée, ce qui représentait une augmentation importante par rapport aux années antérieures. Pendant cette même période, plus de 2 000 personnes perdaient la vie (Human Rights Watch). À la fin de l'année 2015, plus d'un million de migrants avaient atteint la Grèce et l'Italie, ou demandé l'asile en Allemagne (Fargues, 2016). En réponse à cette situation sans précédent, les dirigeants de l’UE et des États africains concernés par le départ, passage et/ou l’arrivée de migrants se sont rencontrés lors du sommet international de la Valette sur la migration en novembre 2015. C’est lors de cette rencontre que la création du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (FFU) a été décidée, avec pour objectif principal de favoriser la stabilité et de contribuer à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières (Boyer, Lima, & Mounkaïla, 2023). Plus précisément, le FFU finance depuis lors des activités dans 26 pays et réparties dans trois régions d’Afrique, soit le Sahel et le Lac Tchad, la Corne de l’Afrique et l’Afrique du Nord (Cour des Comptes Européenne, 2018). Le FFU a été prévu pour une durée de cinq ans, ce qui a entraîné l'arrêt de la signature de nouveaux projets à la fin de 2020. Les projets déjà contractés ont néanmoins continué à être mis en œuvre au-delà de 2020, jusqu'à l'achèvement de leur période d'exécution.

En octobre 2020, le FFU publiait un appel d’offre pour réaliser 1) neuf évaluations dans les sept pays ayant des projets éligibles à la méthodologie d’évaluation d’impact : l’Éthiopie, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal et l’Ouganda (ci-après dénommées « Résultat 1 ») ; et 2) une évaluation d’un portefeuille de 84 projets financés par le FFU et soutenant la création d’emplois durables dans 18 pays africains (ci-après dénommée « Résultat 2 »). Le Centre d'Évaluation et de Développement (C4ED) a été mandaté par le FFU pour conduire ces évaluations, dont celle de la modalité « chantier école » du projet Promopêche dans le cadre du Résultat 1, projet mis en œuvre par le Bureau International du Travail (BIT) en Mauritanie et dont il est question dans ce rapport.

L’objectif principal de l’évaluation est d’appréhender la pertinence, l’efficacité et l’impact de la modalité « chantier école » (voir la matrice d'évaluation en Annexe 5.3). C4ED fournit des éléments sur la contribution du projet à l’Objectif Stratégique 1 (OS1) du FFU de lutte contre les facteurs de migration irrégulière, en favorisant le développement économique territorial et la création d’emplois pour les jeunes et les femmes. Avec les autres rapports d'évaluation de C4ED sur les autres projets financés par le FFU (Résultat 1 et Résultat 2 - R1 et R2-), ce rapport contribue à produire des preuves claires, pertinentes et crédibles pour une meilleure prise de décision, en proposant des recommandations concrètes sur la façon dont des interventions dans des contextes similaires peuvent être améliorées.

Ce rapport est pertinent pour différentes parties prenantes. Il permet d’abord d’informer l’UE sur la manière dont un projet financé par ses soins a contribué aux objectifs stratégiques du FFU et fournit donc des informations sur son efficacité. Il est également pertinent en termes de responsabilité, car il assure la transparence de l'utilisation des fonds publics. Pour les entités en charge de la mise en œuvre (notamment le BIT, l’Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle [INAP/FTP], l’Agence Nationale pour l’Emploi des Jeunes [TECHGHIL] et le Bureau Mauritanien pour l’Insertion [BMI]) et les autres organisations de mise en œuvre qui entreprennent des initiatives similaires, elle est utile en termes de renforcement des capacités et de promotion des bonnes pratiques. Cette évaluation est également pertinente pour les ministères d’Etat liés aux problématiques abordées par le projet (notamment le Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle [MEFP] et le Ministère des Pêches et de l’Économie Maritime [MPEM]) puisqu’elle permet d’informer sur l’intérêt de poursuivre le modèle « chantier école ». Enfin, pour les bénéficiaires, cette évaluation montre dans quelle mesure le projet les a soutenus et comment les interventions futures devraient être conçues pour être plus efficaces dans des contextes similaires.

## Description du projet

Le projet Promopêche (2017-2024) est doté d’un financement total de 27,5 millions d’euros, répartis comme suit : 24 millions d’euros provenant du FFU et 3,5 millions d’euros de l’initiative spéciale SEWOH « un seul monde sans faim ». Le BIT, l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) et l'Agence Allemande de Coopération Internationale pour le Développement (GIZ) sont les partenaires de cette initiative, avec une allocation budgétaire qui attribue 12 millions d’euros au BIT, 5,5 millions d’euros à la GIZ (dont les 3,5 millions issus de l’initiative SEWOH) et 10 millions d’euros à l’AECID (PLANET S.A, 2021).

Cette évaluation se concentre sur le Résultat 2 de la composante BIT du projet Promopêche (2018-2022), qui a pour objectif de soutenir le développement durable et inclusif du secteur de la pêche en Mauritanie. D'abord, le projet vise à renforcer le cadre institutionnel pour la gestion de la pêche (Résultat 1), notamment en développant de nouvelles normes législatives sectorielles afin de favoriser l'accès à des emplois décents, d'assurer une gestion durable des ressources halieutiques, et de consolider le dialogue et la protection sociaux. Par ailleurs, Promopêche s'engage à adapter l'offre de formation nationale aux besoins locaux, facilitant ainsi une insertion professionnelle réussie des demandeurs d'emploi (Résultat 2). Enfin, le projet ambitionne de créer un réseau de micro-pôles pour la transformation et la valorisation des produits de la pêche le long du littoral (Résultat 3) (OIT, 2019). Ces points de débarquement aménagés (PDA) permettraient d'augmenter la capacité de transformation, de conservation et de valorisation des produits de la pêche (PLANET S.A, 2021).

Dans le cadre du Résultat 2 de Promopêche, le BIT propose des formations aux jeunes de 16 à 35 ans sans emploi en utilisant la méthodologie d’enseignement « chantier école » (BIT, 2019). Cette approche, dont la Théorie du Changement et le cadre logique sont détaillés dans les annexes 5.1 et 5.2, allie formation théorique et pratique pour favoriser non seulement l'employabilité immédiate des jeunes, mais aussi une meilleure adéquation entre l’offre de formation et les besoins du secteur halieutique. Le volet théorique, représentant 20 % du contenu de la formation, est dispensé dans des centres de formation publics mis à disposition par le MESFP et le MPEM. Celui-ci est complété par un volet pratique substantiel (80 % du programme), qui prépare les participants aux réalités du monde professionnel. Cette méthode d’apprentissage est également proposée par le BIT dans le projet PECOBAT, également financé par le FFU, mis en place par le BIT et évalué par le C4ED. Ces deux projets présentent de nombreux points communs, notamment dans leur stratégie de mise en œuvre, leurs groupes cibles et leur cadre logique/théorie du changement. Seuls le secteur de formation et les régions d’intervention diffèrent : les actions de Promopêche se concentrent principalement sur les zones littorales, avec des activités prévues à Nouadhibou (où se trouve l’Académie Navale), à Nouakchott, et dans la région de l’Inchiri. (voir Figure 1 ci-dessous). Le projet cible des hommes et des femmes (25% des bénéficiaires) âgés de 16 à 35 ans, demandeurs d’emploi, et/ou de retour d’exil. Par ailleurs, il vise en priorité les jeunes non diplômés qui ont abandonné l’école ou n’ont jusqu’alors pas eu accès à des formations. Au total, Promopêche prévoit la création de 2880 emplois directs, dont 880 occupés par des femmes (BIT, 2017). L’accent est mis sur la formation des bénéficiaires dans les métiers de la pêche. En 2019, le projet enregistrait 120 jeunes en formation dans le domaine des infrastructures et 312 diplômés du Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche (BMI, 2020).

Figure 1 : Zones d’intervention du projet Promopêche

A map of the sahara

Description automatically generated

Source : Elaboration de C4ED

Au début du projet, les bénéficiaires de Promopêche pouvaient choisir entre deux formations initiales duales d’une durée de trois à neuf mois : 1) en Bâtiment et Travaux Publics (BTP) à Haute Intensité de Main-d’œuvre (HIMO) ou 2) dans les métiers de la pêche. Dans le cadre du parcours BTP HIMO, les jeunes ont été formés aux métiers du BTP liés à la pêche artisanale à travers des cours de topographie, conduite d’engins, maçonnerie, terrassement et de charpenterie, pour ne citer que ces exemples (Bureau Mauritanien pour l'Insertion, 2020). Ces modules ont permis aux participants d’apprendre à construire des PDA, des postes de santé et écoles pour les pêcheurs et leurs familles, ainsi que des pirogues. Quant au deuxième volet de formation, celui-ci visait à former les opérateurs de la chaîne de valeur des produits halieutiques, et notamment des pêcheurs, mareyeurs et transformateurs de ces produits. Le secteur de la pêche artisanale en Mauritanie est confronté à plusieurs problèmes : les bateaux artisanaux, principalement des pirogues, sont équipés insuffisamment, ce qui entraîne une perte de qualité du poisson débarqué. Les pertes élevées pendant le transport et le stockage réduisent la quantité de poisson pouvant être transformé, réduisant ainsi l’approvisionnement en poisson des populations locales (GIZ, 2023). La formation dans les métiers de la pêche proposée par Promopêche visait donc à pallier ces difficultés en améliorant les connaissances des jeunes bénéficiaires sur les zones et techniques de pêche, le ciblage des espèces et la diminution des pertes de la pêche, et un meilleur approvisionnement en poisson de bonne qualité (OIT, 2019). A partir de la fin 2021, ces deux parcours de formation initiale ont été complétés par un nouveau programme de formation continue, destiné à un public plus âgé et expérimenté.

Tous les bénéficiaires sont accompagnés pendant la totalité de leur formation par des chargés de suivi pédagogique et technique, responsables des activités de sensibilisation avant la formation, du suivi personnalisé pendant et après la formation, et d’une formation générale aux compétences de la vie courante et techniques de recherche d’emploi. Les chargés de suivi pédagogique et technique encadrent souvent 50 jeunes par personne. Dans le cadre de ce coaching personnalisé, ils sont sensés adapter le spectre de leur encadrement aux besoins individuels des bénéficiaires. Sont également proposés aux aspirants à l’auto-entrepreneuriat des modules d’accompagnement, notamment en entrepreneuriat, gestion d’entreprise et éducation financière. Pendant toute la durée de la formation, des bourses de 3 000 MRU par mois ont été octroyées aux jeunes participants en formation initiale, ce qui correspond au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) mauritanien pour 40 heures de travail hebdomadaire depuis le 1er septembre 2011[[1]](#footnote-2) (PLANET S.A, 2021). Les bénéficiaires de la formation continue reçoivent quant à eux 6 000 MRU par mois. A l’issue de résultats satisfaisants, les bénéficiaires se voient décerner un certificat de compétences, diplôme national délivré par la direction de la formation professionnelle du MESFP. Les examens sont passés dans les centres de formation dans lesquels se déroule l’apprentissage théorique.

En 2019, en réaction aux problèmes d’insertion professionnelle auxquels les jeunes formés étaient confrontés une fois diplômés, le BIT a collaboré avec le bureau en charge du suivi-insertion (BMI) pour orienter et accompagner les bénéficiaires vers d’autres formations, stages, emploi et auto-emploi (Bureau Mauritanien pour l'Insertion, 2020). En 2022, le BIT a recruté un coordinateur chargé de soutenir les anciens bénéficiaires rencontrant des difficultés pour trouver un emploi. Ce coordonnateur, avec l'aide de spécialistes, avait pour mission d'identifier les obstacles rencontrés par les anciens formés et de leur fournir l'accompagnement adapté à leurs besoins.

## Parties prenantes

Les parties prenantes du projet Promopêche sont nombreuses et diversifiées, reflétant l'importance d'une approche collaborative pour répondre aux défis socio-économiques du secteur halieutique (OIT, 2022).

* **Le MEFP**, qui met à disposition les centres de formation (Écoles d’Enseignement et Formation Technique et Professionnelle-EETFP-), organise les évaluations pédagogiques, et délivre les certificats de formation aux jeunes ayant réussi leur examen. Le MEFP transmets ensuite la liste des jeunes admis à l’Agence Nationale pour l’Emploi des Jeunes (TECHGHIL depuis 2021, ex ANAPEJ) pour faciliter leur accompagnement et insertion.
* **L’INAP/FTP**, responsable de l’ingénierie de formation et pédagogique.
* **L’Agence TECHGHIL,** chargée du renforcement des structures en charge de l’orientation socioprofessionnelle. TECHGHIL est un organisme public responsable de la mise en œuvre de la politique nationale de l’emploi.
* **Le MPEM**, qui met à disposition l’Académie Navale de Nouadhibou et les centres de formation rattachés. Trois programmes visant spécifiquement la pêche artisanale sont proposés aux bénéficiaires : un programme de formation des pêcheurs artisans, un programme de formation en commercialisation et un programme de formation en transformation artisanale des produits de pêche.
* **Organisations socio-professionnelles du secteur de la pêche (coopératives, Groupement d’Intérêt Économique [GIE] ou associations) :** bénéficiaires directs des diverses activités et une fois structurées, celles-ci devront assurer la continuité des activités, une fois le projet clôturé.
* **Le Bureau Mauritanien pour l’Insertion (BMI)**, à qui incombe le suivi de la première promotion (2017-2018) - mission réalisée en 2019.
* **Le BIT**, **l’AECID et la GIZ** responsables de la mise en œuvre du projet Promopêche, avec le BIT chargé plus particulièrement de la modalité « chantier école ».
* **L’UE**, bailleur de fonds du projet Promopêche.

## Méthodologie

L'évaluation de la modalité « chantier école » de Promopêche repose sur une approche qualitative. Ce choix méthodologique a été influencé par le virage programmatique initié par Promopêche en 2021 (voir section 1.2), qui a modifié les paramètres de l’évaluation d'impact initialement prévue par le C4ED. Comme pour le projet PECOBAT, l'ajout de la formation continue a réduit la taille des effectifs et diversifié les profils des participants, aboutissant à un ensemble de bénéficiaires très hétérogène, rendant ainsi impossible l'application de toute méthode d'évaluation d'impact contrefactuelle. Par conséquent, le C4ED a opté pour une évaluation qualitative, permettant de traiter de manière holistique les questions d’évaluation (QE) soulevées par le FFU, bien que celle-ci limite la généralisation des résultats. Les ajustements méthodologiques sont détaillés dans la matrice d’évaluation (Annexe 5.3).

Cette évaluation qualitative s’appuie sur les critères du Comité d’Aide au Développement (CAD) de l’OCDE et inclut une analyse de données primaires collectées en 2022 dans les régions de Nouakchott, Dakhlet-Nouadhibou et de Trarza. La triangulation des données primaires et secondaires recueillies offre une perspective nuancée pour apprécier la pertinence, l'efficacité et l’impact de la modalité « chantier école ».

### Description de l’échantillon

L'échantillonnage des participants à cette enquête a été conçu pour atteindre une hétérogénéité maximale, en tenant compte de la diversité des jeunes ciblés par le projet. Un processus d’échantillonnage raisonné a été mis en place, utilisant les listes des bénéficiaires fournies par l’équipe de coordination du BIT. Le C4ED a appliqué les critères suivants pour sélectionner les bénéficiaires en formation initiale ou continue, veillant ainsi à assurer une répartition équilibrée et représentative : le type de formation certifiante suivie, l’état d’avancement des bénéficiaires (certifiés, en cours de formation ou ayant abandonné), leur sexe, leur âge, le centre de formation fréquenté, ainsi que la zone géographique (Dakhlet-Nouadhibou, Nouakchott et Trarza).

En ce qui concerne les membres de l’équipe de mise en œuvre du projet/personnel d’encadrement au sein du BIT et de l’UE, la sélection a été réalisée selon le principe de l'échantillonnage en boule de neige. A participé aux entretiens le personnel responsable du processus de recrutement, de formation, d’encadrement durant la formation et de soutien post-formation. De plus, des représentants des institutions publiques responsables de la gouvernance du secteur de la formation technique et professionnelle, telles que la Direction Générale de la Formation Technique et Professionnelle (DGFTP) et l’INAP-FTP, ou encore le TECHGHIL ont également été interrogés.

Il est important de noter que, malheureusement, la majorité des entreprises contactées ayant employé des bénéficiaires ou ayant collaboré avec le projet Promopêche ont décliné notre demande d’entretien, à l'exception des deux figurant dans l'échantillon final. Cette limitation constitue un obstacle significatif pour analyser l’adéquation entre les compétences acquises et les besoins du marché du travail, ainsi que pour évaluer la qualité de l’insertion professionnelle des bénéficiaires.

L’échantillon final comprend sept groupes de participants :

1. **Anciens bénéficiaires de Promopêche** issus des cohortes de 2017, 2018, 2019 et 2020 des centres de formation de la région du Trarza et Dakhlet-Nouadhibou
2. **Bénéficiaires de la formation continue** de Promopêche en cours de formation dans la région de Trarza
3. **Jeunes démunis** ayant un niveau d’éducation bas ou inexistant (profils similaires à ceux des bénéficiaires de Promopêche) mais n’ayant jamais suivi ou postulé à une formation professionnelle. Les participants de ce groupe ont été sélectionnés aléatoirement dans les quartiers défavorisés de Nouakchott
4. **Personnel de formation, d’encadrement et en charge du suivi et de l’insertion professionnelle**
5. **Membres de l’équipe du projet Promopêche** au sein du BIT et de l’UE
6. **Entreprises partenaires** de Promopêche
7. **Autorités de l’administration publique** en charge de la formation professionnelle et de l’emploi en Mauritanie (DGFTP, INAP-FTP et TECHGHIL)

En conséquence, l’échantillon total de cette évaluation est composé de 66 participants. La répartition des effectifs par profil est présentée dans le Tableau 1.

Tableau 1 : Répartition de l’échantillon d’enquête par profils et par sexe

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Profil** | **Hommes** | **Femmes** | **Total** |
| Anciens bénéficiaires de la Formation Initiale | 25 | 8 | **33** |
| Bénéficiaires de la Formation Continue | 12 | 0 | **12** |
| Candidats n’ayant jamais suivi une formation | 4 | 0 | **4** |
| Personnel du projet (BIT et UE) | 5 | 0 | **5** |
| Personnel de formation et encadrants | 6 | 0 | **6** |
| Autorités publiques (DGFTP, INAP-FTP et TECHGHIL, BMI) | 4 | 0 | **4** |
| Entreprises partenaires | 2 | 0 | **2** |
| **Total** | **58** | **8** | **66** |

Source : Elaboration du C4ED

Il convient de noter que certaines catégories de bénéficiaires, notamment ceux en formation initiale et continue, n’incluent pas de femmes. Bien que le cadre logique du projet ait prévu une participation de 50 % de femmes dans les cohortes de formation, le BIT, la délégation de l’UE en Mauritanie et la DGFTP ont indiqué avoir rencontré des difficultés à attirer des femmes dans des filières autres que celles de la conservation et de la transformation des produits de pêche, domaines généralement préférés par les participantes. Ceci pourrait expliquer l'absence de femmes dans les formations aux métiers du BTP, souvent perçus comme moins attractifs pour elles. Les rapports de clôture du projet fourniront des données sur le nombre total ou le pourcentage de femmes formées. Cette absence constitue une contrainte pour aborder les questions de genre et de pertinence et inclusion dans le cadre de la modalité « chantier école » de Promopêche.

### Outils de collecte

Pour chaque catégorie de répondants, des grilles d’entretiens semi-directifs ont été développées et structurées en fonction des QE et indicateurs pour lesquels les répondants ont été identifiés comme source d’information (Annexe 5.3). Trois types de méthodes ont été utilisés dans le cadre de cette évaluation :

1. **Entretiens avec des informateurs clés** – Les entretiens avec des informateurs clés consistent à interroger des personnes qui ont des points de vue particulièrement éclairés sur un aspect ou tous les aspects de la modalité « chantier école » du projet Promopêche du fait de leur rôle dans le projet. Le C4ED a conduit des entretiens avec l’équipe de projet du BIT et de l’UE chargée de la mise en œuvre du projet et des représentants de la DGFTP, de TECHGHIL et de l’INAP-FTP. Ces entretiens ont permis de collecter leur expertise sur la conception du projet, le contenu de la modalité « chantier école » , sa mise en œuvre et l’état de réalisation des objectifs de cette dernière mais aussi de mieux appréhender les différentes offres d’accompagnement et la qualité d’insertion dont les participants à Promopêche bénéficient.
2. **Entretiens individuels** – Les entretiens avec les informateurs clés ont été complétés par des entretiens individuels avec les (anciens) bénéficiaires des formations initiales et continue. Cet outil a permis d’analyser minutieusement les divergences d’expériences en fonction du profil des bénéficiaires et du type de formation et d’accompagnement qu’ils ont suivi. C’est pour cette même raison (et également pour des raisons logistiques, des entretiens collectifs étant plus difficiles à réaliser entre formateurs exerçant dans différents centres de formation) que cet outil a été utilisé avec les coachs en entrepreneuriat et gestion d’entreprise, et le personnel de formation en éducation financière. Enfin, étant donné le faible nombre de chefs d’entreprises disponibles pour cette étude, le C4ED a conduit un entretien individuel avec deux entrepreneurs partenaires de la modalité « chantier école », au lieu des entretiens collectifs initialement prévus.
3. **Discussions de groupe / Entretiens collectifs** : La discussion de groupe est une technique d’entretien semi-structuré qui repose sur la discussion entre participants. Favorisant l’émancipation individuelle et collective, le C4ED a choisi de faire appel à cette méthode dans les entretiens avec les mentors responsables de l’accompagnement individualisé de la première cohorte de bénéficiaires Promopêche

### Analyse

Les constats présentés dans ce rapport proviennent d'une analyse rigoureuse des données primaires récoltées auprès des groupes identifiés dans le Tableau 5, ainsi que d'une étude approfondie de données secondaires, comprenant les documents du projet, les rapports d'évaluation de Promopêche (toutes composantes confondues), et les études pertinentes menées dans des secteurs et contextes similaires. Les entretiens ont été enregistrés, transcrits, puis traduits en français pour ceux réalisés dans l'une des langues nationales. En ce qui concerne l’analyse, C4ED a procédé à une analyse de contenu assisté par le logiciel MAXQDA, qui repose sur des méthodes qualitatives traditionnelles. Ce logiciel a permis de structurer systématiquement l'analyse en attribuant des segments de texte à des thèmes et codes prédéfinis, basés sur un système de codage hiérarchique. Ce dernier organise les informations selon des thématiques spécifiques (définies par les QE), facilitant ainsi une interprétation fine et détaillée des données. Grâce aux fonctionnalités avancées de MAXQDA, telles que l’attribution de couleurs et de pondérations aux segments de texte, cet outil a permis de mieux identifier les moteurs de changement, les résultats clés, ainsi que les acteurs ou facteurs spécifiques associés à ces changements.

En complément, la rigueur de l’étude a été renforcée par un exercice de triangulation pour valider les résultats en confrontant différentes sources de données qualitatives, notamment les entretiens réalisés avec des profils variés (bénéficiaires, anciens bénéficiaires, personnel de projet, et représentants des institutions gouvernementales/nationales) et l’analyse de documents secondaires tels que les rapports de projet, données de suivi ou des études réalisées dans des secteurs et contextes similaires. Cette triangulation, fondée sur la confrontation de perspectives diverses et de sources multiples, assure la fiabilité et la solidité des conclusions, en identifiant à la fois les convergences et les incohérences des données. Ainsi, elle offre une compréhension plus globale et nuancée des effets de la modalité « chantier école » sur les bénéficiaires du projet Promopêche, en mettant en lumière les tendances observées.

### Limitations et faiblesses

**Limitations de l'évaluation en raison de la réduction et de la diversification des échantillons :** L'intégration de la formation continue a entraîné une diminution et une diversification des échantillons de bénéficiaires, rendant impossible une évaluation de l’impact des interventions à l’aide d’une approche contrefactuelle. Par conséquent, l'évaluation s'appuie sur une analyse qualitative. Bien que cette méthode permette une compréhension globale des questions d’évaluation, l'absence de données quantitatives limite la capacité à mesurer de manière précise et objective l’impact et l’efficacité des interventions. Ainsi, les constats ne peuvent pas être généralisés. Toutefois, cette évaluation repose sur une revue documentaire (notamment la littérature sur l’emploi et l’économie informelle en Afrique de l’Ouest) permettant contextualiser les résultats des données qualitatives et de comprendre les mécanismes à l’œuvre.

**Sous-représentation des femmes et des migrants rapatriés dans l'échantillon :** Par ailleurs, les difficultés liées au recrutement et à la participation des femmes et des migrants rapatriés ont conduit à leur sous-représentation (huit femmes) voire absence (aucun migrant) dans l’échantillon de cette évaluation. Le C4ED a rencontré des obstacles significatifs pour accéder aux listes de migrants rapatriés sollicités pour rejoindre la formation Promopêche. Ces défis ont limité l’analyse de la pertinence effectuée par le C4ED, notamment en ce qui concerne la capacité des formations à répondre adéquatement à leurs besoins et attentes en termes de formation professionnelle. Ainsi, les conclusions tirées pourraient ne pas refléter précisément les lacunes de la modalité « chantier école » ni fournir des recommandations efficaces pour améliorer l’accès et l’adaptation des programmes de formation pour ces publics souvent marginalisés et prioritaires du Promopêche.

**Sous-représentation des employeurs dans l’échantillon :** L'évaluation repose en grande partie sur les témoignages des bénéficiaires, car il a été difficile pour C4ED de recueillir des retours directs d'employeurs ayant embauché ces personnes. Seulement deux chefs d’entreprise ont souhaité participer à cette étude. Ce manque de données directes peut nuancer la compréhension complète de la situation, mais les expériences des bénéficiaires offrent tout de même des indices significatifs sur la manière dont leurs compétences répondent aux besoins du marché du travail.

**Rareté des données secondaires fiables concernant l'accès à l'emploi en Mauritanie :** L'absence de ces données a compliqué la contextualisation des constats et la vérification de leur exactitude par rapport aux tendances nationales. En raison du manque de données nationales, le C4ED a dû se référer à des études et évaluations globales ou menées dans des pays ayant des défis similaires à ceux de la Mauritanie. Bien que cette méthode permette de créer certains points de comparaison, elle introduit des variables externes supplémentaires qui peuvent affecter la comparabilité des constats. Les différences socio-économiques, culturelles et politiques entre la Mauritanie et ces autres pays peuvent avoir un impact significatif sur les constats. Comparer les conclusions de l'étude Promopêche avec des données provenant d'autres pays comporte des risques liés à la diversité des contextes, car les défis spécifiques à l'emploi et à la formation professionnelle peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre, même parmi ceux ayant des similarités économiques ou structurelles.

1. Contexte

## L’économie de la Mauritanie

### Contexte socio-économique

La Mauritanie est un pays majoritairement désertique, avec une population de 4,9 millions d’habitants et une faible densité de 5 habitants par kilomètre carré. En 2023, plus de 61 % des Mauritaniens vivent en milieu urbain, témoignant d'une concentration urbaine croissante. Bien que l’agriculture y soit limitée, avec seulement 0,5 % de terres arables, le pays connaît une dynamique économique notable grâce à l'essor des secteurs des services et des exportations, en particulier dans le minerai de fer et la pêche. En 2023, le Produit Intérieur Brut (PIB) mauritanien a enregistré une croissance réelle de 6,5 %, malgré une légère décélération par rapport à 2022. L'inflation, quant à elle, poursuit une baisse progressive, atteignant 2,7 % en août 2024 (Banque Mondiale, 2024). L’exploitation des matières premières tient une place centrale dans l’économie du pays grâce aux importantes ressources contenues dans le sous-sol du territoire mauritanien (notamment, cuivre, fer, or et hydrocarbures).

Sur le plan social, la Mauritanie fait face à des défis importants en matière de capital humain, avec un indice de capital humain (ICH) indiquant qu'un enfant né aujourd'hui n'atteindra que 38 % de son potentiel de productivité à l'âge adulte. L'accès à l'éducation reste limité, avec une durée moyenne d’années de scolarité ajustée pour l’apprentissage de seulement 4,2 ans, et 25 % des enfants souffrent de retard de croissance. Néanmoins, la Mauritanie se distingue dans la région par ses efforts en matière de protection sociale, consacrant 7,5 % de son PIB à des programmes d'assistance qui atteignent près de la moitié du quintile le plus pauvre de la population, offrant ainsi une couverture relativement élevée en matière de filets de sécurité sociale (Banque Mondiale, 2024). La pauvreté demeure bien implantée, avec 200 000 ménages, soit 30% des Mauritaniens, vivant sous le seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 2024). La population se caractérise par une prédominance de la jeunesse : plus de six Mauritaniens sur dix ont moins de 25 ans (Fonds des Nations Unies pour la population, 2024).

### Le marché du travail

En 2017, le marché du travail se caractérise par un taux d’emploi de 37%, un taux d’auto-emploi alors estimé à 45%, un taux de pluriactivité estimé à 3,8%, un taux de chômage de 11,8% et un taux d’inactivité estimé à 58,5% de la population en âge de travailler (Office National de la Statistique, 2017). Ceci s’accompagne de l’incapacité du marché à satisfaire la demande d'une part et, d’autre part la propension consécutive des Mauritaniens à développer leurs propres activités pour accéder à l’emploi ou améliorer et diversifier leurs revenus.

Du côté de l’offre, la population potentiellement active[[2]](#footnote-3) est estimée à 56,77%. En dépit d’une amélioration depuis 2012, le déficit en capital humain demeure important puisqu’un tiers de cette population est analphabète (ONS, 2017). Du côté de la demande, le secteur public emploie moins de 9% des actifs occupés et la masse salariale demeure stable en dépit de son attractivité (Ibourk, 2020). Le secteur privé constitue par conséquent le principal pourvoyeur d’emplois mais ceux-ci sont dans l’ensemble précaires et peu productifs. En effet, 91,1% des employés et des indépendants travaillent dans un secteur informel dominé à 94,5% par des auto et micro entreprises (ONS, 2017). Cette prédominance de l’informalité contribue à accroître les vulnérabilités des catégories sociales les plus menacées parmi les actifs (Banque Mondiale, 2021).

Par ailleurs, la difficile accessibilité aux outils de financement pour les entreprises et les indépendants reste un obstacle persistant pour les investissements privés et les initiatives entrepreneuriales, qui se superpose aux lourdeurs administratives ainsi qu’à l’insuffisance d’infrastructures économiques. En conséquence, les secteurs privés formel et informel sont incapables de satisfaire la demande exponentielle en emploi notamment chez les jeunes. Ces derniers représentent seulement 45,98% des actifs alors même qu’ils forment 61,4% de la force de travail (ONS, 2017). Ce décalage met en lumière les difficultés d’insertion professionnelle ainsi que l’existence d’une inadéquation entre les compétences générales des candidats et le niveau des qualités requises de la part de la demande (ONS, 2017), soulignant la nécessité d’élargir le spectre des opportunités à travers l’appui à la formation et à l’éducation pour renforcer l’employabilité des jeunes (Banque Mondiale, 2017).

Parmi les jeunes, les catégories les plus vulnérables sont les non-qualifiés, les ruraux et les femmes. En milieu rural, ils sont davantage exposés au risque de décrochage scolaire et à l’absence d’opportunités (Banque Mondiale, 2021). Les femmes le sont d’autant plus qu’elles sont soumises au poids des normes sociales et traditionnelles qui font obstacle à leur insertion professionnelle. Les impacts du chômage, du sous-emploi, et de l’inactivité sur la jeunesse sont inquiétants à termes puisqu’ils retardent l’intégration socio-économique et l’accès au bien-être psychologique (Fergusson et al., 2014; McKee-Ryan et al., 2005; Filmer & Fox, 2014) et contribuent ainsi au renforcement des formes d’exclusion sociale qui nourrissent les aspirations migratoires, en direction de la ville ou d’un pays étranger.

### Le secteur halieutique

Grâce à un phénomène d’*upwelling* – une remontée d’eaux froides chargées en nutriments – qui se produit au large de ses côtes, la Mauritanie dispose d’un accès à l’une des principales ressources halieutiques de la planète. Le secteur de la pêche en Mauritanie reste néanmoins peu inclusif et représente une faible part de l’emploi en 2021. Bien que ce secteur ait contribué à environ un tiers des exportations de biens avant la pandémie de COVID-19, la production a diminué en 2021 par rapport aux années 2018-2019. La croissance est surtout axée sur les secteurs terrestres, comme les services et la transformation, et les activités en amont pour fournir des intrants au secteur de la pêche sont quasi inexistantes. La stratégie sectorielle adoptée par le MPEM pour 2020-2024 souligne les défis pour le développement de la pêche et de ses chaînes de valeur, et met en avant des pistes pour accroître l’inclusivité (MPEM, 2022). Des actions prioritaires incluent la modernisation des infrastructures de débarquement et de transformation, le soutien à l’obtention de certifications d’exportation, et le renforcement de la formation des travailleurs pour augmenter la valeur ajoutée des produits mauritaniens sur les marchés mondiaux (Banque Mondiale, 2022).

## L’Union Européenne en Mauritanie

L'UE est active en Mauritanie à travers une série d'initiatives visant à promouvoir le développement socio-économique, la bonne gouvernance, la sécurité et les droits de l'homme. Son action s'étend à divers secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, l'éducation, la santé, et les infrastructures. L'UE soutient des projets qui visent à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des Mauritaniens, tout en encourageant une croissance économique inclusive et durable. De plus, elle travaille en étroite collaboration avec le gouvernement mauritanien pour renforcer la sécurité, améliorer la gouvernance, et promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. Elle appuie des réformes institutionnelles, renforce les capacités des forces de sécurité et de justice, et lutte contre le terrorisme et les trafics illégaux (EU, 2024).

* L'UE joue un rôle crucial dans la gestion et la régulation du secteur de la pêche à travers ses politiques communes, visant à assurer la durabilité des ressources marines et la viabilité économique des communautés de pêcheurs. La Politique Commune de la Pêche (PCP) de l'UE établit des quotas de capture pour diverses espèces, réglemente les pratiques de pêche et promeut des méthodes respectueuses de l'environnement pour préserver les écosystèmes marins. Par ailleurs, l'UE finance des projets et des initiatives destinés à moderniser les infrastructures de pêche, à améliorer la sécurité à bord des navires, et à diversifier les activités économiques des régions côtières. Parmi ces initiatives, l'Accord de Partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) se distingue. Cet accord permet aux navires de pêche européens d'accéder aux eaux mauritaniennes en échange de compensations financières et de soutien au développement du secteur de la pêche en Mauritanie, incluant des mesures pour garantir la durabilité des ressources halieutiques et le respect des quotas. Le Programme d'Appui aux Stratégies de Développement Durable du Secteur de la Pêche et de l'Économie Bleue (PASP) est également notable, visant à renforcer la gouvernance du secteur, améliorer la traçabilité des produits de la mer et promouvoir des pratiques de pêche durables. De plus, le Projet de Gestion Intégrée des Ressources Marines et Côtières (GIRMaC) a pour objectif de protéger les écosystèmes marins et côtiers tout en améliorant la gestion des ressources halieutiques, incluant des composantes de surveillance des pêches, de recherche scientifique et de renforcement des capacités locales.
* Enfin, le Projet de Promotion de la Pêche Artisanale en Mauritanie (PPPAM) vise à soutenir la pêche artisanale, essentielle pour la subsistance des communautés côtières, en améliorant les techniques de pêche, en fournissant des équipements modernes et en facilitant l'accès aux marchés.

1. Constats

Chaque section des constats aborde une EQ et ses sous-questions respectives. Les constats sont étayés par des éléments collectés grâce aux indicateurs spécifiés dans la matrice d'évaluation (Annexe 5.3).

## QE1. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-t-elle à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?

### Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur le développement de compétences ? (1.1.MRT1.a)

Les formations de la modalité « chantier école » ont permis à la majorité des bénéficiaires, initialement sans connaissances en pêche, de développer des compétences techniques essentielles, notamment en traitement et commercialisation des produits halieutiques. Les participants ont également renforcé leur confiance en soi en apprenant des compétences pratiques telles que la natation et la mécanique des moteurs hors-bord, améliorant ainsi la sécurité des pêcheurs en formation.

**Constat 1 :** Les formations dispensées dans le cadre de la modalité « chantier école » ont permis à la majorité des bénéficiaires, initialement dépourvue de connaissances dans le secteur de la pêche, de développer significativement ses compétences techniques. Les participants ont acquis des savoir-faire essentiels liés au traitement et à la commercialisation des produits de la pêche, comme la classification des poissons, le séchage, la préparation d'huile, ainsi que des techniques de conservation adaptées aux exigences du marché.

**Constat 2 :** Les entretiens réalisés avec les jeunes formés montrent que les compétences acquises, notamment en natation et en mécanique des moteurs hors-bord, ont favorisé leur autonomisation et renforcé leur confiance en soi. Les participants ont appris à identifier et à réparer des pannes de moteurs, ce qui leur a permis de mettre en pratique leurs connaissances dès leur retour dans leur communauté. La formation a également inclus des exercices pratiques en mer pour améliorer les compétences de navigation, contribuant ainsi à la sécurité des pêcheurs. Cette approche constitue un enjeu important dans un contexte où des accidents maritimes sont fréquemment rapportés en Mauritanie.

**Constat 3 :** Un effet supplémentaire et inattendu est le partage des compétences au-delà du cadre de la formation, avec des bénéficiaires transmettant leurs connaissances à leurs collègues, amis et membres de leur famille. Le développement des connaissances et des compétences dans les métiers de la pêche, notamment en matière de traitement et de conservation des produits halieutiques, semble avoir encouragé le transfert de savoir-faire des bénéficiaires vers des personnes ne participant pas directement au projet. Des salariés et entrepreneurs ont ainsi formé des collègues et employés pour optimiser la chaîne de valeur et garantir l'offre de produits frais de bonne qualité.

**Constat 4 :** Les compétences acquises par les bénéficiaires de Promopêche dans le domaine de la pêche ont eu des effets au-delà du cadre professionnel, étant également appliquées dans leur vie quotidienne. Plusieurs bénéficiaires féminines ont souligné que ces connaissances leur permettent de reconnaître et de conserver du poisson de bonne qualité.

### Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l’employabilité des bénéficiaires ? (1.1.MRT1.b)

L'évaluation montre une satisfaction élevée des jeunes participants quant à la contribution de la modalité « chantier école » à l’attractivité de leurs profils sur le marché du travail. Après la phase théorique et pendant leur formation pratique, leur performance est certes souvent inférieure à celle de collègues plus expérimentés, mais cette différence diminue au fur et à mesure de leur apprentissage pratique. Le BIT a mis en place une pratique positive en employant d'anciens bénéficiaires sur ses chantiers et en les intégrant dans des formations continues, contribuant ainsi à l'amélioration de leurs compétences et à l'acquisition d'une expérience valorisable sur le marché du travail. Toutefois, l'insertion professionnelle reste un défi majeur et les bénéficiaires et jugent l'accompagnement des diplômés de la modalité « chantier école » insuffisant. De plus, ils font état d'un manque d'information sur les plateformes de recherche d'emploi et les méthodes de candidature numériques, un constat également partagé par le personnel d'encadrement.

**Constat 5 :** L’évaluation montre que la quasi-totalité des jeunes participants est satisfaite de la qualité de la formation reçue. Une fois intégrés en entreprise après la phase théorique, la plupart des bénéficiaires et des employeurs note d’abord une performance inférieure à celle de collègues non formés mais plus expérimentés, tant dans les métiers de la pêche que dans ceux du BTP. Toutefois, cette différence de performance semble s’atténuer une fois la formation complétée, suggérant que l’expérience acquise améliore progressivement leur employabilité.

**Constat 6 :** L'analyse des données collectées auprès des bénéficiaires et du personnel d’encadrement révèle que le BIT a mis en place une pratique efficace en employant d'anciens bénéficiaires sur certains de ses chantiers et en les enrôlant dans des formations continues. Cette initiative contribue selon les acteurs rencontrés à l'amélioration de leurs compétences et leur permet d'acquérir une expérience précieuse et de construire un réseau, ce qui pourrait leur être bénéfique lors de leur recherche d'emploi après la clôture du projet. En effet, au-delà de la complémentarité entre les formations théoriques et pratiques (François, 2019), il existe une vaste littérature démontrant l’importance des dynamiques de réseaux en Afrique de l’Ouest pour accéder à des opportunités économiques (Berrou & Gondard-Delcroix, 2018; Fafchamps, 2004; Caria, et al., 2024).

**Constat 7 :** L'analyse des données met en évidence que l'insertion professionnelle demeure un défi récurrent pour les bénéficiaires, malgré l'accompagnement offert par la modalité « chantier école ». La plupart des bénéficiaires certifiés rencontrés considère cet accompagnement comme insuffisant et exprime un besoin accru d'orientation et de soutien de la part du personnel d’encadrement. Plus précisément, sur les 33 anciens bénéficiaires formés entre 2017 et 2020, aucun n’a déclaré avoir pas été accompagné à la suite de leur formation. De son côté, le BIT souligne que son rôle d'accompagnement des jeunes dans leur insertion professionnelle se focalise sur la formation technique et insiste que la démarche de recherche d’emploi doit se faire de manière autonome. Ce constat relève une importante ambiguïté : d’un côté un projet développant l’employabilité des bénéficiaires par le développement de leurs compétences techniques seulement et, d’un autre, les attentes des bénéficiaires à un soutien plus complet impliquant un accompagnement jusqu’à l’insertion dans le marché du travail.

**Constat 8 :** Les bénéficiaires mentionnent également un manque d'information sur les plateformes de recherche d'emploi, indiquant leur ignorance quant à leur existence. Ce constat est corroboré par le personnel d'encadrement rencontré, qui note que les jeunes manquent de connaissances sur les outils de recherche d'emploi et les méthodes de candidature numériques. Ce constat renvoi au rôle des outils numériques au service de l’emploi. Il est fort de constater que, malgré une digitalisation de l’économie mauritanienne, les acteurs du secteur de la pêche (et comme la plupart des secteurs économiques évoluent dans des contextes précaires et informels (ANSADE, 2021) ont rarement les capacités cognitives, économiques et techniques pour mobiliser les outils plus avancés, telles que les plateformes de recherche d’emploi. Il est à noter toutefois que l’importance donné aux plateformes numériques pour la recherche d’emploi pour le secteur de la pêche est surprenante étant donné que (i) ces plateformes sont généralement orientées vers les secteurs dits « modernes » et la main d’œuvre plus qualifiée et que (ii) l’obtention d’un emploi repose rarement sur les réseaux en ligne et plutôt sur les réseaux personnels existants (Eekhout, Berrou, & Combarnous, 2022).

### Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi décent ? (1.1.MRT1.c)

Les effets de la modalité chantier école sur l'emploi décent sont limités, avec de nombreux bénéficiaires continuant de faire face à des conditions de travail précaires. Cependant, quelques participants ont réussi à obtenir des emplois plus stables, bien que ces cas demeurent extrêmement rares.

**Constat 9 :** Les effets de la modalité chantier école sur l'emploi décent semblent limités, selon les retours des bénéficiaires et le personnel d’encadrement. Sur les 33 anciens bénéficiaires formés entre 2017 et 2020, 26 (soit 79%) se situaient en situation de non-emploi lors de la collecte de données en 2022. Ensuite, la modalité « chantier école » a permis à un bénéficiaire de rejoindre la Société Mauritanienne d’Electricité (SOMALEC) et à quelques-uns de créer leur GIE, mais ces cas restent minoritaires.

**Constat 10 :** Bien que la formation ait permis aux participants d'acquérir de nouvelles compétences, les problèmes structurels présents dans les secteurs du BTP et de la pêche en Mauritanie constituent des obstacles importants à l'insertion des jeunes formés. Après leur formation, de nombreux bénéficiaires continuent de faire face à des défis similaires à ceux qu'ils rencontraient auparavant, se retrouvant dans des conditions de travail précaires. Ces effets limités trouvent plusieurs explications :

* Le secteur de la pêche artisanale a un caractère saisonnier notamment pour les plus rentables pour les pêcheurs artisanales (comme la pêcherie de céphalopodes tels que le poulpe) ce qui implique des périodes avec un besoin de main d’œuvre limité (OESP, 2018).
* Ensuite, l’essor du secteur de la pêche au cours de la dernière décennie montre qu’il est source d’emplois potentiels mais le sous-secteur de la pêche artisanale, qui emploi plus de 66% de la main d’œuvre, connait une récession selon les dernières données disponibles (OESP, 2018). Ceci s’expliquerait par la surexploitation de la matière première et notamment la concurrence avec la pêche industrielle (Jacquemot, 2024). Par conséquent, la main d’œuvre nouvellement formé par Promopêche intègre un secteur qui peine à absorber l’absorber.
* Un manque d’accompagnement vers l’obtention d’un emploi (voir constat 9) et de liens forts et concret avec les entrepreneurs locaux du secteur (Jäger, 2016).

Ainsi, l’approche proposée semble est certes pertinente (voir section 3.2.3) mais répond partiellement aux besoins des bénéficiaire pour sécuriser un emploi stable. Il est à noter que ce constat reflète avec la vision plus optimiste du rapport d’évaluation de Particip qui considère l’approche comme « *holistique et structurante* » (Particip, 2021).

### Dans quelles mesures les compétences acquises grâce aux formations sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ? (1.3.MRT1)

**Constat 11 :** L’analyse des données collectées et des documents de projet met en avant l’adéquation des formations proposées en ferronnerie, maçonnerie, terrassement, topographie et en transformation de produits halieutiques, conformes aux besoins identifiés dans les secteurs de la pêche et du BTP durant la phase de préconception de Promopêche en 2019. Plus particulièrement, ces formations semblent répondre aux exigences spécifiques de la pêche artisanale, notamment dans les régions côtières de Nouakchott et de Nouadhibou. Des compétences telles que l’élaboration de devis pour les auto-entrepreneurs se révèlent cruciales, et les bénéficiaires se sentent bien préparés à exercer leurs tâches de manière autonome.

**Constat 12 :** Les sources secondaires s’alignent avec le constat précédant (Particip, 2021) en suggérant que l’approche « chantier école » comme offre de formation duale et spécialisée offre des leviers de croissance inclusive et durable dans les secteurs porteurs tels que le bâtiment ou la pêche (Jäger, 2016). La reconnaissance de la pertinence de l’approche l’aurait même mené à service de modèle national en matière d’insertion professionnelle, bien que ses effets sont encore à démontrer quantitativement.

## QE2. Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-elle au niveau de vie et à la résilience des BENEFICIAIRES ?

### Quel sont les effets de la modalité « chantier école » sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? (2.1.MRT1.a)

Les jeunes certifiés peuvent espérer une augmentation de leurs revenus grâce au certificat dont ils sont titulaires, mais cette augmentation dépend en premier lieu de l’obtention d’un emploi qui ne se traduit pas nécessairement par des salaires mensuels dépassant le SMIG. Cependant, pour les bénéficiaires ayant trouvé un emploi, ces salaires améliorent leur capacité à soutenir financièrement leurs familles et à réaliser des projets de vie.

**Constat 13 :** Les responsables de l’encadrement et de l’insertion professionnelle rencontrés par C4ED soulignent que les revenus dans les secteurs du BTP et de la pêche artisanale en Mauritanie sont fortement liés à la formation, aux compétences et aux diplômes des travailleurs. Toutefois, il est important de noter que (i) avec des effets limités sur l’emploi (voir constat 9), les effets sur les revenus issue du travail ne peuvent être que marginaux et que (ii) l’augmentation du salaire quotidien perçue par les bénéficiaires certifiés ne se traduit pas systématiquement par un revenu mensuel supérieur au SMIG, en raison de la variabilité des missions disponibles. Nombre de bénéficiaires indiquent travailler pour des montants journaliers oscillant entre 200 et 450 MRU, soit 4 500 à 6 000 MRU par mois, mais les interruptions de missions limitent leur stabilité financière.

**Constat 14 :** Pour les bénéficiaires ayant trouvé un emploi, les salaires perçus leur offrent une meilleure capacité à soutenir financièrement leurs familles et à réaliser des projets de vie significatifs (tels que l’achat de meubles). Un bénéficiaire a indiqué qu’avant sa formation, il n'était en mesure d'envoyer que 1 500 à 2 000 MRU (environ 40 à 52 Euros[[3]](#footnote-4)) à sa famille. Désormais, grâce à son emploi, il peut envoyer entre 6 000 et 7 000 MRU (environ 160 à 185 Euros[[4]](#footnote-5)), ce qui lui permet également de contribuer financièrement à d'autres besoins, tels que prêter de l'argent à des proches. Cette amélioration des revenus témoigne des effets positifs de la formation sur la vie économique des bénéficiaires et leur capacité à améliorer le bien-être de leurs familles.

### Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur la résilience ? (2.1.MRT1.b)

Encore une fois, les faibles effets sur l’obtentions d’emplois stables limitent leurs potentiels effets sur des dimensions dépendante telle que la résilience. Ceci souligne la nécessité d'un meilleur accompagnement post-formation et d'approches intégrées pour renforcer leur résilience face à des environnements de travail précaires tels que ceux du BTP et de la pêche. Par contre, des effets sur la résilience se manifestent par leur engagement à améliorer leurs conditions de vie grâce à des certifications professionnelles, illustrant leur capacité d'adaptation aux défis économiques.

**Constat 15 :** Selon les données collectées, le choix des bénéficiaires de s'inscrire a été principalement motivé par leur désir d'améliorer leurs conditions de vie en obtenant un certificat ouvrant la voie à l'emploi. Leur engagement à suivre des formations, que ce soit par choix ou par nécessité, démontre une volonté d'adaptation et de transformation face aux obstacles économiques rencontrés. En choisissant le secteur de la pêche, ils aspirent à tirer parti de la récente forte croissance économique du pays, marquée par un développement rapide.

**Constat 16 :** Certains bénéficiaires, même après avoir terminé leur formation, acceptent des emplois peu ou pas rémunérés pour acquérir de l'expérience, ce qui illustre leur détermination à bâtir une situation professionnelle plus stable et une motivation forte pour acquérir de l’expérience en lien avec la formation reçue.

**Constat 17 :** Bien que certains bénéficiaires aient trouvé des opportunités d’emploi sur des chantiers ou poursuivi des formations supplémentaires, une majorité des participants à l’évaluation reste inactive, soulignant un accompagnement déficitaire des jeunes en post-formation. Le faible nombre de bénéficiaires en situation d’emploi et le manque d’accompagnement met en évidence la nécessité d'intégrer des approches de résilience sociale et économique intégrées dans les formations proposées par Promopêche, qui combinent soutien direct et développement de compétences pour améliorer les chances de réussite à long terme dans des environnements de travail précaires et des économies informelles telles que celles du BTP et de la pêche.

## QE3. Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs COUTS ? (3.2MRT1)

**Constat 18 :** L’analyse de l’efficience de la composante BIT (tout résultat confondu) du projet Promopêche, basée sur les résultats de l’évaluation à mi-parcours, révèle que le projet dispose d’une équipe étoffée et diversifiée, appuyée par un suivi technique et financier rigoureux. Toutefois, l’évaluation à mi-parcours identifie un manque d’expérience spécifique dans le secteur des pêches et une coordination insuffisante avec le MPEM, principal bénéficiaire, qui ont freiné l’appropriation des résultats et entraîné des retards dans certaines activités (PLANET S.A, 2021). L’évaluation menée par le C4ED souligne également un faible engagement de la part du MPEM et un manque d’appropriation de sa part, soulevant des questions sur l’efficience des ressources mobilisées en termes de partenariat.

**Constat 19 :** Sur le plan financier, en octobre 2020, 44% des dépenses étaient consacrées aux coûts administratifs, 31% à la mise en place des fonds d’appui, et 26% à la mise en œuvre des activités. A mi-parcours, la modalité « chantier école » (Résultat 2) affichait la meilleure performance (60% d’exécution - Tableau 2).

Tableau 2 : État financier au 30 octobre 2020 de la composante BIT

| **Rubriques** | | **Budget Initial (USD)** | **Budget rectifié (USD)** | **Cumul des dépenses** | **%** | **Solde disponible** | **Taux exécution (%)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1. Ressources humaines | | 1 930 153 | 2 394 320 | 1 474 277 | 30 | 920 043 | 62 |
| 2. Missions | | 73 080 | 95 843 | 32 063 | 1 | 63 780 | 33 |
| 3. Équipement et fourniture | | 64 733 | 66 357 | 56 529 | 1 | 9 828 | 85 |
| 4. Bureau local | | 304 152 | 320 386 | 154 377 | 3 | 166 009 | 48 |
| 5. Autres services (coûts de communication et évaluation) | | 201 620 | 184 946 | 78 420 | 2 | 106 526 | 42 |
| Résultat 1 | | 178 074 | 277 980 | 133 161 | 3 | 144 819 | 48 |
| Résultat 2 (chantier-école) | | 756 926 | 662 552 | 398 422 | 8 | 264 129 | 60 |
| Résultat 3 | | 1 898 675 | 1 599 074 | 729 905 | 15 | 869 169 | 46 |
| 7.Autres (mise en place des fonds d'appui) | | 2 420 208 | 2 226 163 | 1 541 282 | 31 | 684 881 | 69 |
| 8. Coûts administratifs | | 547 933 | 547 933 | 321 891 | 7 | 226 043 | 59 |
| Total | | 8 375 554 | 8 375 554 | 4 920 326 | 100 | 3 455 227 | 59 |
|  | Taux de décaissement (%) | | | | | | 60 |
|  | Taux d'exécution (%) | | | | | | 59 |

Source : Service administratif BIT, (PLANET S.A, 2021)

**Constat 20 :** Les deux projets, Promopêche et PECOBAT, ont permis une mutualisation efficace des ressources et des compétences grâce à l’utilisation de cadres logiques similaires et la mise en œuvre coordonnée de la méthodologie d’enseignement « chantier école ». Cette double-approche a réduit les coûts liés à la conception de nouvelles approches pédagogiques et a renforcé la coordination avec les partenaires institutionnels, facilitant ainsi les processus administratifs.

**Constat 21 :** L’efficience de la stratégie de programme est limitée par un ratio élevé d’accompagnateurs (50 jeunes par personne), ce qui empêche un suivi personnalisé et de qualité. Bien que quelques participants aient trouvé des emplois plus stables, les effets du projet sur l’accès à un emploi décent restent faibles, indiquant une inefficacité de l’accompagnement post-formation.

**Constat 22 :** La modalité « chantier école » a rencontré des défis significatifs dans l’atteinte de ses groupes cibles, notamment les femmes et les migrants rapatriés, malgré le partenariat établi avec l’OIM. Des divergences liées au cadre de collaboration et un suivi insuffisant des dynamiques locales ont freiné une identification optimale des bénéficiaires potentiels. Ces éléments ont limité l'efficacité de la mobilisation des ressources et, par conséquent, la capacité du projet à atteindre pleinement ses objectifs.

## QE4. À quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ?

### Comment l'intervention a-t-elle changé les aspirations de vie des bénéficiaires (4.2.MRT1)?

Selon les acteurs rencontrés par le C4ED, la modalité « chantier école » a influencé les aspirations des bénéficiaires, suscitant une ambition professionnelle et un engagement communautaire, avec certains souhaitant créer leurs propres entreprises. Toutefois, malgré ces ambitions, la réalité du marché des secteurs halieutique et du BTP pose des défis d'insertion, amenant de nombreux bénéficiaires à reconsidérer leurs priorités et à accepter des emplois moins alignés avec leurs aspirations, tandis que les aspirants entrepreneurs font face à des obstacles financiers. Par ailleurs, l'intention de migrer évolue en fonction des expériences professionnelles, diminuant pour ceux qui réussissent à s'insérer, mais pouvant réapparaître en cas de difficultés d'emploi.

**Constat 23 :** Les formations proposées par Promopêche ont des effets sur les aspirations de vie des bénéficiaires, se manifestant à travers une ambition professionnelle accrue et un engagement envers leur communauté pour effectuer des petits travaux relevant de leurs nouvelles compétences. Nombreux sont ceux qui, motivés par le désir d'améliorer leur situation, envisagent des carrières dans les secteurs de la pêche et du BTP, mais certains aspirent également à créer leurs propres entreprises. Ces constats reflètent un désir d'autonomie financière, tout en soulignant l'importance de la solidarité communautaire dans un contexte socio-économique difficile.

**Constat 24 :** Bien que les bénéficiaires affichent des ambitions professionnelles élevées, la réalité du marché du travail mauritanien impose des défis considérables. Après la formation, beaucoup de participants à la recherche d’un travail salarié se heurtent à des difficultés d'insertion professionnelle qui peuvent les amener à revoir leurs priorités. La nécessité de trouver un emploi rémunérateur, même s'il ne correspond pas à leurs aspirations initiales, devient une préoccupation centrale, remettant en question la pertinence de leur formation par rapport aux réalités du marché. Quant aux bénéficiaires intéressés par l’entreprenariat, ces derniers sont confrontés à des difficultés d’ordre matériel et financier pour lancer leur entreprise.

**Constat 25 :** Concernant la migration, les quelques éléments de réponse que peut offrir ce rapport doivent être contextualisés. D’abord les intentions de migrations vers l’étranger restent limitées parmi la population ciblée (Particip, 2021). Ensuite, les appuis pour la structuration et promotion du secteur de la pêche sont porteuses de potentiels mais il est fort de constater que les liens entre migrations et le projet Promopêche sont surtout indirects via la promotion de l’emploi. En effet, la dimension de la migration n’apparaît pas directement dans les activités et indicateurs du projet. Depuis cette perspective, étant donné l’absence d’effets majeurs sur l’emploi, il n’est pas surprenant que l’évaluation ne détecte pas d’effets considérables sur les intentions de migrer des bénéficiaires.

**Constat 26 :** Ceci étant dit, selon les entretiens avec les bénéficiaires qui trouvent un emploi ou qui se sentent confiants dans leurs compétences acquises, l'envie d'émigrer semble diminuer. Cependant, cette tendance peut s'inverser lorsque l'insertion professionnelle se révèle difficile, illustrant la volatilité des aspirations migratoires en fonction du statut des bénéficiaires dans l’emploi.

## QE5. Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables ?

### Quels sont les effets de la participation à la modalité « chantier école » sur l'autonomisation des femmes (5.1. MRT1)

Malgré des progrès individuels, les participantes à la modalité « chantier école » font face à des obstacles importants liés aux stéréotypes de genre, les orientant majoritairement vers la transformation des produits halieutiques plutôt que vers le BTP, jugé incompatible avec le rôle des femmes en Mauritanie. Bien que les formations proposées renforcent leur ambition et leur proactivité, leur autonomie est souvent limitée par le manque de ressources financières et d'équipements, et celles qui réussissent à créer des activités expriment un besoin d'accompagnement pour sécuriser leur avenir économique.

**Constat 27 :** Malgré des progrès individuels, le contexte socio-culturel en Mauritanie reste un obstacle majeur. Les stéréotypes de genre persistent, compliquant l'acceptation des femmes dans des secteurs majoritairement masculins comme le BTP. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle les femmes présentes dans l’échantillon de cette évaluation se sont toutes tournées vers le secteur halieutique. Cette situation confirme les observations de nombreuses études démontrant l’existence de rôles genrées au sein des secteurs d’activités (hommes participent à la pêche alors que les femmes sont plus actives dans la transformation et la commercialisation des produits halieutiques) et souligne la nécessité des efforts continus déployés par diverses organisations internationales pour améliorer l'intégration des femmes dans le BTP (UNDP, 2023). La réticence des employeurs à embaucher des femmes et les préjugés sociaux sur leurs capacités physiques demeurent des défis importants, en particulier dans le secteur du BTP.

**Constat 28** : La modalité « chantier école » a plusieurs effets importants sur l’autonomisation des femmes en Mauritanie. Malgré les obstacles majeurs rencontrés par les participantes pour accéder à des emplois stables, les formations proposées renforcent leur ambition et leur désir d’améliorer leur situation. Les femmes formées prennent souvent l’initiative de contacter directement des entreprises pour chercher du travail, démontrant une proactivité encouragée par la formation reçue. Cependant, elles continuent de faire face à des défis importants, tels que la double charge du travail domestique et professionnel, ainsi que les normes de genre et les structures socio-économiques défavorables, confirmant des études réalisées dans des contextes similaires (International Initiative for Impact Evaluation, 2018). Ces obstacles montrent que, bien que la formation soit bénéfique, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour surmonter les barrières persistantes à leur autonomisation complète.

**Constat 29** : Face à ces difficultés d'insertion, de nombreuses femmes envisagent l’entrepreneuriat, choisissant d’exploiter leurs compétences acquises dans le secteur halieutique. Les métiers liés à la pêche, tels que le traitement et la commercialisation des produits halieutiques, apparaissent comme plus accessibles et flexibles, leur permettant de lancer leurs propres activités avec un capital de départ relativement faible. Cependant, cette autonomie est souvent entravée par le manque de ressources financières et d’équipement, ce qui limite leur capacité à développer pleinement leurs projets. En ce qui concernent les femmes ayant réussi à créer leur activité, comme des poissonneries, elles expriment un besoin d'accompagnement pour renforcer leurs initiatives et sécuriser leur avenir économique.

### Dans quelle mesure la modalité « chantier école » est-elle sensible au genre (5.2.MRT1) ?

La modalité « chantier école » inclue une perspective de genre avec un quota minimum de 25 % de femmes par cohorte et des critères de discrimination positive lors de la sélection. Cependant, des obstacles structurels tels que les stéréotypes de genre, les attentes culturelles et des restrictions légales limitent leur participation durable, notamment dans le BTP où les femmes se retrouvent souvent cantonnées à des rôles secondaires.

**Constat 30 :**L’analyse des données, du cadre logique et des documents de projet révèle que le projet a effectivement considéré les femmes et leur place dans le secteur de la pêche. La description de l’action évoque un soutien spécifique pour les tâches et activités réalisées par les femmes. Par contre, le projet ne prévoit pas de stratégie transformationnelle du secteur de la pêche par, par exemple, la promotion des femmes dans la phase de production ou des hommes dans la commercialisation des produits halieutiques.

**Constat 31 :** Le cadre logique montre que les formations proposées par Promopêche adoptent une perspective de genre, en visant un minimum de 25 % de femmes par cohorte et en appliquant des critères de discrimination positive en cas d'égalité entre candidats lors de la sélection.

**Constat 32 :** Malgré ces quotas, des défis persistants tels que les stéréotypes de genre, les attentes culturelles et les restrictions légales[[5]](#footnote-6) continuent d'entraver l'intégration et la participation durables des femmes, comme en témoigne leur présence dans des rôles limités au sein du BTP, par exemple en servant le thé sur les chantiers. Les quotas ne relèvent pas les défis structurels tels que les stéréotypes de genre (surtout liés aux emplois dans le secteur du BTP, en particulier dans les spécialités ferronnerie et maçonnerie), les attentes culturelles et les restrictions réglementaires qui limitent les rôles et les responsabilités des femmes. De plus, aucune stratégie de genre n’a été intégrée dans le cycle de projet de la modalité « chantier école » , ce qui ne permet pas de s'attaquer aux barrières systémiques qui limitent les possibilités pour les femmes.

### Dans quelle mesure le cadre de soutien aux jeunes répond-il aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires (5.3.MRT1)?

Les bénéficiaires ont souvent été orientés vers des formations sans pouvoir choisir en fonction de leurs aspirations, ce manque de personnalisation réduisant leur motivation. En revanche, l’accompagnement pendant la formation a été bien accueilli grâce à un soutien pratique des formateurs, même si des disparités de soutien subsistent. Après la formation, l’accompagnement devient inefficace, de nombreux bénéficiaires perdant le contact avec l’équipe, ce qui complique leur insertion professionnelle.

**Constat 33 :** Concernant l'orientation, il apparaît que de nombreux bénéficiaires n'ont pas eu accès à un choix varié de formations. Souvent, ils ont été orientés vers des spécialisations disponibles sans avoir reçu de conseils adaptés à leurs aspirations et motivations. Ce manque de personnalisation dans l’orientation peut mener à des inscriptions peu motivées, où certains candidats choisissent des formations qui ne correspondent pas à leurs intérêts. Les témoignages révèlent que, bien que quelques bénéficiaires aient eu la possibilité de décliner une proposition initiale, cela reste l'exception. En conséquence, le cadre de soutien n’a pas su pleinement répondre aux besoins individuels des participants au moment crucial de l'orientation.

**Constat 34 :** Sur le plan de l'accompagnement pendant la formation, les retours des bénéficiaires sont plus positifs. Beaucoup rapportent avoir reçu un soutien précieux de la part des formateurs, qui ont su prodiguer des conseils pratiques et créer un environnement d’apprentissage favorable. Cela a certainement contribué à l’amélioration de leurs compétences techniques, élément crucial pour leur avenir professionnel. Toutefois, la diversité des expériences souligne une disparité dans le niveau de soutien reçu, ce qui révèle une opportunité d'amélioration pour structurer l’accompagnement, en intensifiant le soutien « standard » offert et en renforçant l’accompagnement lorsque les besoins des bénéficiaires sont plus élevés.

**Constat 35 :** Après la formation, le soutien s’avère moins efficace. Un grand nombre de bénéficiaires ont perdu le contact avec l’équipe de formation, ce qui a compliqué leur processus d’insertion professionnelle. Cette rupture dans le suivi a laissé les participants sans ressources pour naviguer les défis du marché du travail.

1. Conclusions, recommandations et leçons apprises

## Conclusions

Les conclusions suivantes sont organisées selon les critères du CAD retenus pour cette évaluation (pertinence, efficience et impact). Elles sont basées sur les constats présentés dans la Section 3.

### Pertinence

|  |
| --- |
| **Conclusion 1** : Une offre de formation alignée sur les besoins du marché, mais sans garantie d’emploi décent |
| *Cette conclusion est basée sur la QE1* |
| L’analyse des données collectées, des documents de projet et les sources secondaires confirme la pertinence de la modalité « chantier école » de Promopêche, notamment en ce qui concerne le choix des sous-secteurs de la pêche et la nature inclusive de l’approche. La mise en place des formations en ferronnerie, maçonnerie, terrassement, topographie et transformation des produits halieutiques répond aux besoins identifiés dans les secteurs de la pêche artisanale et du BTP durant la phase de préconception de 2019. Le secteur de la transformation des produits halieutiques semble particulièrement pertinent, non seulement pour répondre à la demande pressante des usines à Nouadhibou et Nouakchott, mais aussi pour soutenir la professionnalisation des bénéficiaires féminines. Par ailleurs, l’accompagnement proposé aux bénéficiaires intéressés par l'entrepreneuriat inclut des compétences essentielles, comme l'élaboration de devis, très utiles pour les bénéficiaires à leur compte. Toutefois, cet alignement entre les compétences acquises par les bénéficiaires et les besoins du marché ne garantit pas pour autant un accès à un emploi, en particulier un emploi décent, étant donné le caractère saisonnier de la PA et la compétition avec la pêche industrielle. Ainsi la question de la stabilité et de la qualité des opportunités d'insertion professionnelle restent en suspens (constats 9, 10, 11 et 12). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 2** : Une approche genre insuffisante face aux barrières structurelles |
| *Cette conclusion est basée sur la QE5* |
| L’approche « chantier école » de Promopêche a considéré la place de la femme lors de la préconception du projet. De plus elle intègre une perspective de genre à travers un quota minimum de 25 % de femmes par cohorte et des critères de discrimination positive lors de la sélection des bénéficiaires. Il est à noter que le projet n’ambitionne pas de modifier le rôle des femmes dans le secteur de la pêche artisanal mais plutôt de faciliter/améliorer l’accès aux postes traditionnellement occupés par celles-ci (constat 27).  Cependant, bien que ces mesures favorisent l’accès initial des femmes, elles ne suffisent pas à garantir une participation durable et équitable en raison d'obstacles structurels persistants. Les stéréotypes de genre, les attentes culturelles et des restrictions légales limitent toujours la participation active des femmes, notamment dans le secteur du BTP où elles sont souvent confinées à des rôles secondaires, comme la préparation de thé sur les chantiers (constats 30, 31 et 32). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 3** : Un accompagnement pertinent pendant la formation, mais limité par un manque de personnalisation de l’offre de formation et de suivi post-formation |
| *Cette conclusion est basée sur la QE5* |
| Le cadre d’accompagnement de la modalité « chantier école » présente une pertinence mitigée pour répondre aux aspirations et aux besoins des bénéficiaires. D’une part, les bénéficiaires ont souvent été dirigés vers les formations disponibles au moment de leur candidature, limitant la personnalisation de leur orientation professionnelle et entraînant des inscriptions parfois peu motivées. En revanche, l’accompagnement pendant la formation a été bien accueilli, de nombreux bénéficiaires bénéficiant de conseils pratiques et d’un soutien personnalisé des formateurs, ce qui a renforcé leurs compétences techniques et favorisé leur apprentissage. Enfin, la pertinence du cadre d’accompagnement est affaiblie par l’absence d’un suivi solide après la formation, de nombreux bénéficiaires ayant perdu le contact avec l’équipe d’encadrement, une fois certifiés. Alors que le projet a considéré qu’un accompagnement post-formation aurait une utilité limitée, la rupture du suivi a souvent déçu les bénéficiaires et a rendu difficile leur insertion professionnelle, les laissant souvent sans ressources pour naviguer les défis du marché du travail (constat 7). |

### Efficience

|  |
| --- |
| **Conclusion 4** : Déficience dans la coordination et l’implication des parties prenantes |
| *Cette conclusion est basée sur la QE3* |
| L’évaluation met en évidence une coordination insuffisante, tant avec le MPEM qu’avec l’OIM, ce qui a freiné l’appropriation du projet par ces partenaires clés et limité la capacité de la modalité « chantier école » à atteindre pleinement ses groupes cibles, comme les femmes et les migrants rapatriés. En outre, le manque d’engagement de ces partenaires clefs a entrainé des retards dans la mise en œuvre des activités et n’a pas permis d’établir des collaborations avec de potentiels employeurs. Ainsi, la coordination limitée a entravé la réalisation des objectifs ni dans l’horizon temporel prédéfini ni en termes d’accès à l’emploi des populations ciblées (constats 18 et 21). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 5** : Mutualisation des ressources avec le projet PECOBAT |
| *Cette conclusion est basée sur la QE3* |
| L’équipe de projet de la modalité « chantier école » du projet Promopêche a réussi à maximiser l’utilisation des ressources du projet coordonnant les activités avec le projet PECOBAT, ce qui a permis de réduire les coûts liés à la conception d’approches pédagogiques nouvelles. Cette coordination a également facilité les démarches administratives, illustrant l’importance de la synergie entre les projets dans le cadre de la mise en œuvre d’initiatives similaires (constat 20). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 6** : Poids prépondérant des coûts administratifs par rapport aux dépenses de mise en œuvre |
| *Cette conclusion est basée sur la QE3* |
| Presque la moitié des coûts (44%) étaient consacrées aux coûts administratifs à la mi-parcours. Bien que la part de ces coûts ait probablement diminué dans l’ensemble de la durée du projet, elle représente une part relativement importante par rapport aux dépenses de mise en en œuvre des activités. Ce résultat suggère que les fonds investis dans l’accompagnement des bénéficiaires ont été trop limités (avec notamment un coache pour 50 bénéficiaires en moyenne) ayant des conséquences sur la personnalisation du coaching et le développement de partenariat avec le secteur privé (constats 19 et 21). |

### Impact

|  |
| --- |
| **Conclusion 6** : Développement des compétences et défis de l’employabilité des bénéficiaires |
| *Cette conclusion est basée sur la QE1* |
| La modalité « chantier école » a permis aux bénéficiaires, initialement sans connaissances spécifiques à leur secteur de formation, de développer des compétences techniques clés et de renforcer leur confiance en soi grâce à des formations pratiques. Ces formations ont amélioré la sécurité des pêcheurs et favorisé le partage des connaissances, contribuant à optimiser la qualité des produits halieutiques dans les entreprises des bénéficiaires formés (constats 1, 2, 3 et 4). Ensuite, les initiatives du BIT, comme l'intégration d'anciens bénéficiaires sur des chantiers financés par l’organisation, ont été identifiées comme de bonnes pratiques (mais rares) contribuant à une amélioration de l’employabilité des bénéficiaires (constat 6).  Cependant, l'employabilité reste un défi. Malgré la satisfaction concernant la formation, les bénéficiaires estiment que l'accompagnement pour l'insertion professionnelle est insuffisant (constat 7). Les acteurs avec lesquels le C4ED s’est entretenu identifient un besoin accru d'accompagnement post formation, notamment en matière de recherche d'emploi et de candidatures numériques, un constat qui contraste avec (i) la perception initiale du projet sur l’utilité de l’accompagnement post-formation et (ii) la tendance dans le secteur informel à entretenir les relations professionnelles hors-ligne et à avoir une visibilité marginale dans les plateformes en ligne de recherche d’emploi (constat 8). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 7** : Un accès restreint à des conditions de travail décentes, freinant l'amélioration des revenus des bénéficiaires sur le moyen terme. |
| *Cette conclusion est basée sur la QE1 et QE2* |
| Le projet Promopêche a rarement mené ses bénéficiaires à obtenir un emploi. Et pour ceux qui en ont trouvé un, les conditions d’emplois sont précaires (constat 9). Malgré le développement de compétences utiles et de leur employabilité, l’évaluation identifie plusieurs facteurs clés (constat 10) :   * Un manque d’accompagnement des bénéficiaires dans la recherche d’emploi. * Le manque de liens ou partenariats avec les entrepreneurs locaux. * Le caractère saisonnier de la pêche artisanale. * Les difficultés auxquels fait face la pêche artisanale (surpêche et concurrence avec la pêche industrielle). * Précarité du marché du travail et incapacité des employeurs à offrir des conditions de travail décentes.   Par conséquent, les effets attendus sur l’amélioration des conditions de vie (revenu, résilience) sont eux aussi limités (constat 13, 14 et 15). Toutefois, certains entretiens avec les bénéficiaires révèlent un regain d’engagement et de motivation à surpasser les défis économiques et à s’engager dans des formations complémentaires (constats 15 et 16). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 8** : Changement des aspirations des bénéficiaires mais effets contrastés sur leurs intentions de migration |
| *Cette conclusion est basée sur la QE4* |
| La modalité « chantier école » a significativement modifié les aspirations de vie des bénéficiaires en suscitant une ambition professionnelle accrue et un engagement communautaire, les incitant à envisager des carrières dans les secteurs de la pêche et du BTP, ainsi qu'à créer leur entreprise ou GIE (constats 23 et 24).  Concernant la migration, les effets sont mixtes et révèlent des liens complexes entre développement de compétences, emploi et migration. D’un côté, le développement des compétences et l’obtention d’un emploi semble réduire les intentions de migrer. D’un autre, ceux qui ont plus de difficultés à trouver un emploi (décent) ont tendance à être déçus de ne pas trouver un emploi malgré les efforts réalisés pour se former. Ceci renforce la perception que le marché du travail mauritanien fait face à des défis considérables, amenant certains à reconsidérer leurs priorités et à ajuster leurs attentes, notamment en ce qui concerne leurs intentions de migration (constat 26). |

|  |
| --- |
| **Conclusion 9** : Des progrès significatifs relatifs à l’autonomisation des femmes, mais des défis persistants |
| *Cette conclusion est basée sur la QE5* |
| L'impact de la modalité « chantier école » de Promopêche sur l'autonomisation des femmes est marqué par des avancées significatives, malgré des défis persistants. D’après les données collectées, les formations ont permis aux femmes d'accroître leur ambition et leur proactivité, les incitant à chercher activement des emplois et à envisager l'entrepreneuriat, en particulier dans le secteur halieutique, considéré comme plus accessible (constat 28). Cependant, elles continuent de faire face à des obstacles structurels majeurs, tels que les stéréotypes de genre, la réticence des employeurs à les embaucher, et le manque de ressources financières et d'équipements pour celles souhaitant lancer leur activité. Ces facteurs limitent leur capacité à bénéficier pleinement de leur formation et à atteindre une autonomie durable. Pour celles qui réussissent à lancer des activités (une seule parmi les bénéficiaires contactés, propriétaire d’une poissonnerie), un besoin d'accompagnement subsiste pour sécuriser leur avenir économique (constat 29). |

## Recommendations

Les recommandations suivantes sont élaborées à partir des constats et conclusions spécifiques de l’évaluation, avec pour objectif de renforcer la pertinence, l’efficience et l’impact de la modalité « chantier école » de Promopêche.

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 1 : Étendre la formation avec des modules de promotion à l’entrepreneuriat** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 9, 10, 11 et 12* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* |
| * MEFTP, MPEM, INAP-FTP, BIT, UE * INAP-FTP, BIT * Agence TCHEGHIL, MEFP, BIT | Continuer d’adapter les formations aux besoins du marché local et les actualiser le cas échéant : En tenant compte des spécificités de l'économie locale et des secteurs en tension (BTP et pêche), adapter les compétences enseignées aux exigences précises des employeurs locaux.  Face aux difficultés à trouver un emploi dans le secteur privé existant, il est important de donner les possibilités aux bénéficiaires de s’engager dans les démarches entrepreneuriales. Ceci implique de renforcer les modules en compétences entrepreneuriales et dans la mesure du possible, les soutenir dans leur démarches (voir aussi recommandation 2). |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 2 : Inclure un accompagnement post-formation pour ceux cherchant à trouver un emploi dans le secteur privé existant** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 6, 7, 8 et 10* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* | |
| * MEFTP, MPEM, INAP-FTP, BIT, UE * INAP-FTP, BIT * Agence TCHEGHIL, MEFP, BIT | Les résultats démontrent qu’avoir des compétences n’est pas suffisant pour trouver un emploi. Le projet devrait donc inclure un accompagnement post-formation adapté aux ambitions du bénéficiaire et aux réalités du marché du travail.  Du côté des bénéficiaires, cherchant à trouver un emploi dans une activité existante, il est primordial de promouvoir leurs compétences de vie afin de renforcer leur confiance en soi et à mettre en avant ses compétences et motivation. Ceci impliquerait d’aider dans la rédaction de leur Curriculum Vitae et de lettre de motivation, de préparer aux entretiens et de soutenir dans la recherche d’emploi par les plateformes en ligne, notamment pour la recherche d’emploi dans le secteur formel et moderne. Toutefois, il serait également pertinent de sensibiliser sur l’importance des réseaux personnels pour accéder aux opportunités, notamment dans le secteur informel et traditionnel.  En parallèle, il serait souhaitable de renforcer et multiplier les partenariats avec des entreprises locales : Promouvoir les collaborations entre Promopêche et des employeurs potentiels (SOMALEC, entreprises du BTP et du secteur halieutique), facilitant des stages, des contrats temporaires, voire des recrutements directs pour les diplômés. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 3 : Soutenir les initiatives entrepreneuriales, notamment des femmes** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 10, 27, 28 et 29* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* |
| * MEFP, MPEM, BIT, UE * UE, BIT, Coopératives/GIE du secteur halieutique, Agence TCHEGHIL | Pour ceux souhaitant se lancer dans l’entrepreneuriat, de nombreuses études ont démontré l’importance de soutenir les bénéficiaires avec un appui financier, matériel et/ou administratif. Cette stratégie pourrait inclure un fonds de soutien dédié aux projets dans la transformation de produits halieutiques, et un accompagnement dans l'acquisition de matériel professionnel. Noter que les montants nécessaires pour commencer une activité sont souvent relativement faible.  Développer des projets de soutien financier pour les (futurs) entrepreneurs (microcrédits, subventions et une formation à la gestion financière). Cela implique établir des partenariats avec des institutions de microfinance et un soutien aux entrepreneurs dans l'élaboration de plans d'affaires financiers.  Les femmes étant particulièrement marqué par un accès limité aux ressources, ces efforts sont d’autant plus importants pour ces dernières. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 4: Renforcer la coopération avec le secteur privé** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 5, 6, 7, 8, 9 et 10* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* |
| * Agence d’Emploi TCHEGHIL, INAP FTP, BIT * MEFP, MPEM, Coopératives/GIE du secteur halieutique, BIT | Travailler avec les employeurs locaux pour faciliter leur capacité d'embauche des personnes nouvellement formées par le biais d'incitations financières à l'embauche et de programmes de formation à la gestion des ressources humaines.  Mettre en place un système de mentorat qui met en relation les stagiaires avec des entrepreneurs locaux qui ont réussi et qui peuvent leur fournir des conseils et un soutien lors du lancement de leur entreprise. Cela pourrait se faire en organisant régulièrement des événements de mise en réseau ou des « foires entrepreneuriales » où les stagiaires peuvent présenter leurs idées commerciales et entrer en contact avec des mentors et des investisseurs. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 5 : Augmenter la visibilité et le transfert des compétences acquises** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 5, 6, 7, 8, 9 et 10* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* |
| * Agence d’Emploi TCHEGHIL, INAP FTP, BIT * MEFP, MPEM, Coopératives/GIE du secteur halieutique, BIT | Créer un réseau de diplômés : Un réseau d'anciens élèves pourrait favoriser l'échange de bonnes pratiques, le partage d'opportunités d'emploi et le soutien entre pairs. Ce réseau pourrait également servir de point de contact pour les futurs employeurs.  Renforcer le transfert intergénérationnel et communautaire des compétences : Encourager les bénéficiaires à former leurs proches ou d'autres jeunes de leur communauté, soutenant ainsi la durabilité des connaissances acquises et renforçant l'impact de la formation au sein des communautés. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 6 : Considérer l’approche genre du projet en fonction des rôles genrés dans le secteur de la pêche artisanale** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 27, 28 et 29* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandations spécifiques* |
| * MEFP, MPEM, BIT, UE * UE, BIT, Coopératives/GIE du secteur halieutique, Agence TCHEGHIL | L’approche genre doit aller au-delà de l’instauration de quotas et de comprendre la complexité des dynamiques de genre dans le sous-secteur. Étant donné que le genre est un déterminant clé de l’accès à l’emploi, le projet doit avoir une stratégie claire pour accompagner les bénéficiaires selon le genre. Ainsi la conception du projet devrait considérer deux approches possibles et complémentaires. D’une part, soutenir les femmes dans leurs fonctions traditionnelles (vente et transformation) et améliorer leurs conditions dans ces dernières ; une approche moins en ligne avec les normes sociales préétablies. D’une autre, le projet peut également considérer une approche plus disruptive en soutenant l'intégration des femmes dans des secteurs traditionnellement masculins. Ceci peut impliquer de lancer des campagnes de sensibilisation auprès des employeurs et des communautés pour encourager l'acceptation des femmes dans le BTP, en partenariat avec des ONG locales et internationales. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 7 : Suivre les bénéficiaires de la modalité « chantier école » pour mieux comprendre son efficacité** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié aux constats 8, 9 et 10* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandation spécifique* |
| MEFP, MPEM, Agence TCHEGHIL, BIT | Instaurer un système de suivi numérique des bénéficiaires afin de mieux suivre la mise en œuvre des activités avec des données régulièrement actualisées, mesurer l’atteinte des objectifs et de renforcer la capacité à réagir aux difficultés à les atteindre. Ce système peut également s’étendre au suivi des anciens bénéficiaires afin de mieux comprendre leurs trajectoires professionnelles, collecter leurs retours et d'adapter les projets futurs. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Recommandation 8 : Renforcer la stratégie de recrutement et d'intégration des migrants rapatriés et des femmes dans la modalité « chantier école »** | |
| *Niveau de priorité : Élevé* | |
| *Lié au constat 14* | |
| *Parties prenantes* | *Recommandation spécifique* |
| BIT, EU, MEFTP, MPEM, OIM, ONGs locales à identifier (Réseau des Associations de Femmes en Mauritanie) | Collaborer étroitement avec des ONG locales et des associations communautaires ayant une connaissance approfondie des migrants rapatriés et des femmes dans les zones ciblées. Par exemple, le Réseau des Associations de Femmes en Mauritanie pourrait jouer un rôle clé en facilitant l'accès et la participation des femmes. En parallèle, dynamiser le cadre de coopération avec l’OIM et d’autres organisations actives dans la protection des migrants (de retour d’exil) de manière à obtenir régulièrement des listes actualisées de migrants rapatriés permettrait au BIT, à l’UE et OIM d’élaborer des stratégies d'intégration adaptées. Une évaluation des besoins des migrants de retour d’exil devrait être conduite de façon à ce que les offres de formation leur soient plus accessibles. |

## Leçons apprises

Les leçons proposées ci-dessous sont organisées en grandes thématiques qui devraient être prises en compte dans les décisions programmatiques futures des projets visant des objectifs proches de ceux de la modalité « chantier école » du projet Promopêche et évoluant dans des contextes socio-économiques similaires.

* + 1. Un soutien post-formation renforcé est nécessaire.

Les formations seules ne suffisent pas pour garantir une insertion professionnelle durable. Une aide prolongée, incluant l’accompagnement à la recherche d'emploi, l’accès à des plateformes d’emploi, et le soutien à l'entrepreneuriat, est essentielle pour maximiser les effets de la formation vers une transition réussie vers l’emploi décent.

* + 1. Besoins d’aligner des formations aux réalités du marché.

Bien que les compétences techniques acquises soient en adéquation avec les besoins identifiés, la formation doit être régulièrement mise à jour pour répondre à l’évolution du marché et pour renforcer l’employabilité des bénéficiaires dans des secteurs en constante mutation.

* + 1. Le transfert de compétences au sein des communautés est une réalité dont il faut tenir compte et en profiter pour étendre les bienfaits d’une formation.

Les bénéficiaires qui partagent leurs compétences acquises avec leurs proches et collègues contribuent à la diffusion de bonnes pratiques et renforcent la chaîne de valeur locale. Encourager ce transfert de savoir-faire peut multiplier les bénéfices de la formation au-delà des participants directs.

* + 1. Les stratégies d’autonomisation économique spécifiques pour les femmes sont clés compte tenu des dynamiques de genre.

Le renforcement des capacités des femmes, tout en tenant compte des réalités socio-culturelles, passe par un accompagnement ciblé qui facilite leur accès aux équipements et ressources financières nécessaires. L’auto-entrepreneuriat peut favoriser une meilleure acceptation de leur présence dans des secteurs traditionnellement masculins.

* + 1. Investir dans la résilience économique et la préparation au marché.

Les formations doivent inclure une dimension de résilience sociale et économique, permettant aux bénéficiaires de s'adapter à des contextes précaires et aux défis des marché informels tels que ceux du BTP et de la pêche en Mauritanie. Cette dimension pourrait inclure la gestion financière, la planification de carrière, et des stages pour une immersion professionnelle plus solide.

* + 1. Au-delà des compétences techniques, les compétences de vie sont essentielles pour aider les bénéficiaires à surmonter les obstacles.

Bien que des ambitions professionnelles élevées aient été constatées chez les jeunes formés, il est crucial de les accompagner une fois certifiés pour lever les obstacles matériels et financiers qu’ils rencontrent, notamment pour ceux qui souhaitent créer des entreprises, en vue de valoriser les compétences acquises.

1. Annexes

## Théorie du Changement du projet Promopêche

Figure 2 : Théorie du changement du projet Promopêche

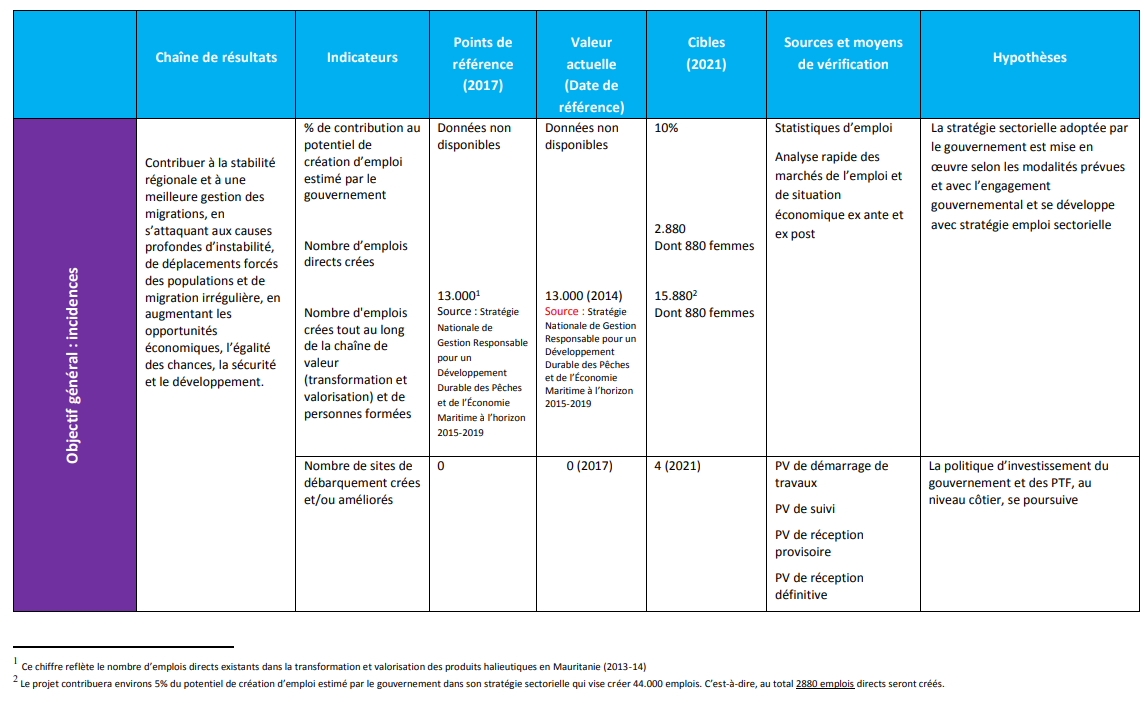
A diagram of a company

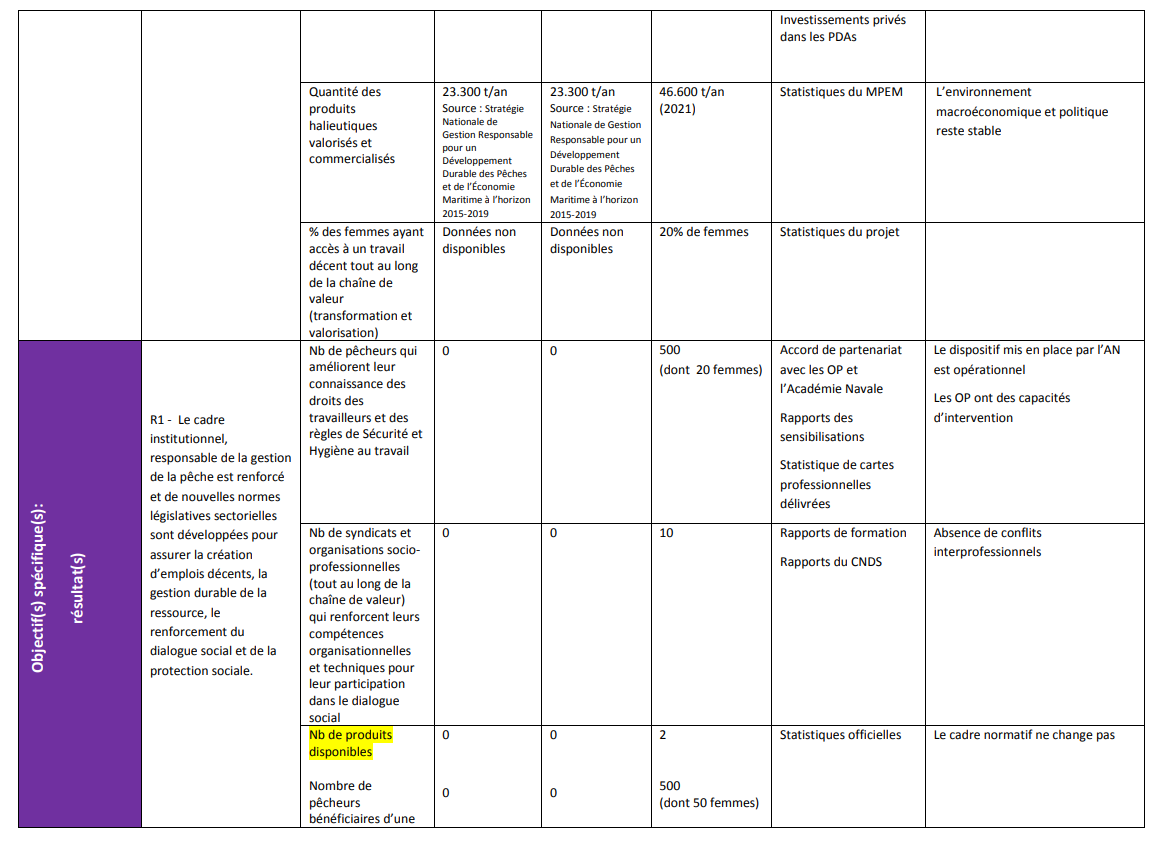
AI-generated content may be incorrect.

Source : Elaboration propre basée sur la théorie du changement partagée par le BIT. Noter qu’au niveau de l’évaluation du projet Promopêche, le concept d’ « impact » se réfère à l’analyse de la contribution du projet aux différentes dimensions d’intérêt au niveau du bénéficiaire : développement des compétences, de l’employabilité, de l’emploi, du revenu, de la résilience et des intentions de migrer.

## Cadre logique du projet promopêche

Tableau 3 : Cadre logique du projet Promopêche





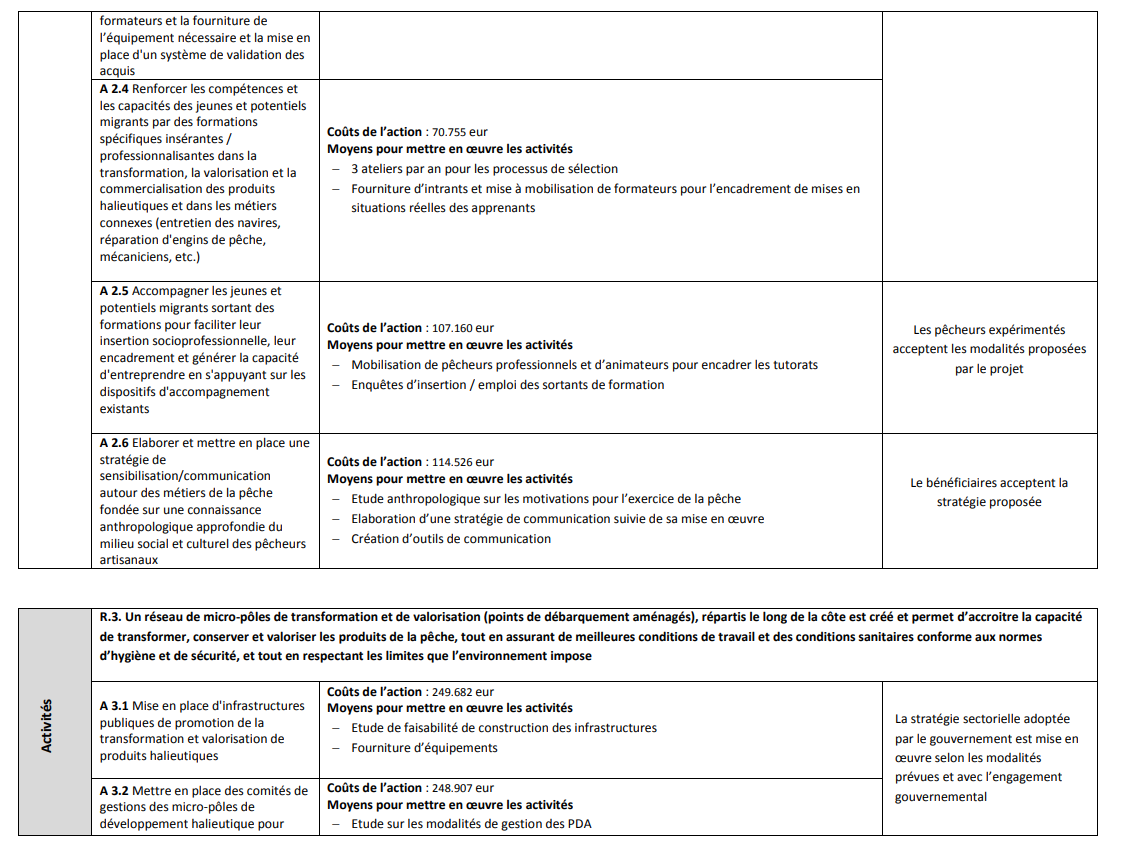
A white sheet with black text

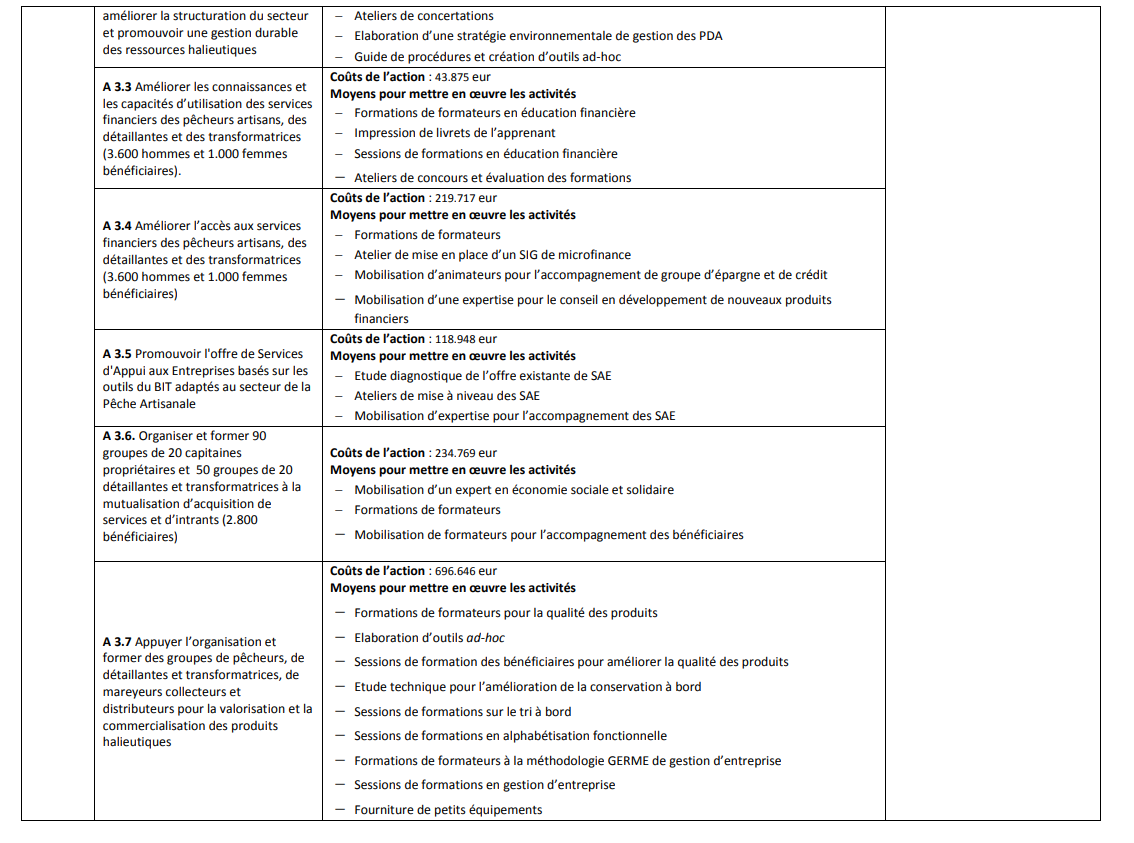
Description automatically generated

A white sheet with black text

Description automatically generated

A white sheet with black text

Description automatically generated



A screenshot of a computer

Description automatically generated

A screenshot of a computer

Description automatically generated

Source : BIT

## Matrice d’évaluation

Tableau 4 : Matrice d'évaluation

| **QE principale** | **Critères de jugement** | **Dimensions** | **Indicateurs** | **Méthode d’évaluation** | **Outils** | **Critères CAD** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **QE0 : Questions de monitoring spécifiques à l’intervention** | | | | | | |
| ~~0.1. Dans quelle mesure les objectifs ont-ils été atteints / sont susceptibles d’être atteints ?~~ | ~~0.1.MRT1. La modalité « chantier école » permet-elle d'augmenter le taux de participation et le taux d'achèvement de la formation professionnelle ?~~ | ~~Jeunes formés~~ | * ~~Taux de fréquentation~~ * ~~Taux d'achèvement~~ * ~~Nombre de postulants~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Données de monitoring/secondaires du BIT et autres centres/projets de formation professionnelles~~ | ~~Efficacité~~ |
| **QE1 : Dans quelle mesure les interventions du FFU contribuent-elles à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?**  ***Dans quelle mesure* la modalité « chantier école » *contribue-elle à l’emploi, la création d’emploi et aux compétences ?*** | | | | | | |
| 1.1. Quels sont les effets des formations sur l’employabilité des bénéficiaires et l’accès à l’emploi (décent) ? | 1.1.MRT1.a Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l’employabilité des bénéficiaires ? | Adéquation des compétences acquises | * Valeur ajoutée du certificat de compétences et de la formation dans le recrutement des bénéficiaires * Rôle du partenariat entre le BIT et les entreprises membres du dialogue sociale dans l’insertion des bénéficiaires du projet * Utilité des compétences acquises pour évoluer dans l’emploi * Familiarité avec les techniques de recherche d’emploi | Qualitative | Groupes de discussions avec cadres d’accompagnement et entreprises partenaires  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Impact |
| 1.1.MRT1.b Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur le développement de compétences ? | Compétences | * ~~Score de compétences basé sur une liste de compétences du projet~~ * ~~Types des nouvelles connaissances acquises en fonction de quel type de soutien (formation théorique, pratique, stage) selon les bénéficiaires~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Questionnaire structuré~~ | ~~Impact~~ |
|  |  | * Types des nouvelles connaissances acquises en fonction de quel type de soutien (formation théorique, pratique, stage) selon les bénéficiaires * Perception des jeunes et équipes d’accompagnement sur utilité des connaissances acquises dans le développement de compétences | Qualitative | Groupes de discussion avec cadres d’accompagnement  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Impact |
| 1.1.MRT1.c Quel est l'impact de la modalité « chantier école » sur l'emploi décent? | Emploi | * ~~Statut d’emploi actuel (Être actuellement dans l’emploi, dépendant ou indépendant)~~ * ~~Attachement à l'emploi~~ * ~~Effort pour être employé~~ * ~~Durée de la recherche d'un emploi~~ * ~~Secteur d'activité du travail actuel~~ * ~~Type du contrat actuel (par exemple, formel ou informel, permanent ou à court terme)~~ * ~~Type de poste actuellement occupé~~ * ~~Nombre d’heures travaillées~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Questionnaire structuré~~ | ~~Impact~~ |
| * Influence du programme sur l’obtention d’un emploi * Perceptions sur la qualité de l’accompagnement vers l’emploi * Type de soutien qui a le plus servi au développement professionnel * Éléments particulièrement importants pour faciliter l’insertion professionnelle * Défis rencontrés pour accéder à l’emploi * Raisons pour lesquelles les bénéficiaires sont satisfaits de leur emploi * Motivation et capacité des entreprises partenaires pour offrir des conditions de travail décentes | Qualitative | Groupes de discussion avec cadres d’accompagnement  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT | Impact |
| 1.1.MRT1.c Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur l’employabilité des bénéficiaires ? | Adéquation des compétences acquises | * Valeur ajoutée du certificat de compétences et de la formation dans le recrutement des bénéficiaires * Rôle du partenariat entre le BIT et les entreprises membres du dialogue sociale dans l’insertion des bénéficiaires du projet * Utilité des compétences acquises pour évoluer dans l’emploi * Familiarité avec les techniques de recherche d’emploi | Qualitative | Groupes de discussions avec cadres d’accompagnement et entreprises partenaires  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Impact  Pertinence |
| 1.3. Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations EUTF sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ? | 1.3.MRT1 Dans quelle mesure les compétences acquises grâce aux formations sont-elles alignées avec les attentes des employeurs sur le marché du travail local ? | Attentes des employeurs | * Qualité d’intégration des bénéficiaires dans l’entreprise / efficacité dans l’emploi * Exigences et attentes des employeurs potentiels * Satisfaction des employeurs avec compétences professionnelles acquises par les bénéficiaires / attractivité des apprentis * Capacité du projet à relever les obstacles liés à l'accès des jeunes au marché du travail * Adéquation entre formations proposées et besoins du marché du travail * Satisfaction des entrepreneurs vis-à-vis de la qualité du travail de bénéficiaires recrutés | Qualitative | Groupes de discussions avec cadres d’accompagnement et entreprises partenaires, entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue documentaire d’études du marché du travail et documents de politique publiques liées à l’emploi  Revue de la documentation du projet | Pertinence |
| **QE2 : Dans quelles mesures les interventions du FFU ont-elles affecté le niveau de vie et la résilience des bénéficiaires ?**  ***Dans quelle mesure la modalité « chantier école » contribue-il au niveau de vie et à la résilience des bénéficiaires ?*** | | | | | | |
| 2.1 Quels sont les effets des formations sur le niveau de vie et la résilience des bénéficiaires ? | 2.1.MRT1.a Quels sont les effets de la modalité « chantier école » sur le niveau de revenus des bénéficiaires ? | Revenus | * ~~Salaire/revenu de l´emploi~~ * ~~Revenu de l´emploi indépendant~~ * ~~Indicateur d’emploi décent~~ * ~~Productivité horaire~~ * Perceptions sur salaire/revenu de l´emploi | ~~Quantitative~~  Qualitative | ~~Questionnaire structuré~~  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis | Impact |
| 2.1.MRT1.b Quel sont les effets de la modalité « chantier école » sur la résilience ? | Résilience | * ~~Résilience économique :~~   + ~~Variation du revenu~~   + ~~Revenu minimum~~ * ~~Résilience subjective (perceptions)~~ * ~~Indice de satisfaction professionnelle~~ * ~~Indice de bien être-subjectif~~ * ~~Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine heures « habituellement travaillées »)~~ * ~~Taux de sous-emploi lié à la durée du travail par secteur~~ * ~~Exposition au choc~~ * ~~Gravité du choc~~ * ~~Capacité de récupération~~ * Perceptions des bénéficiaires sur leur résilience économique * Perceptions des bénéficiaires sur leur bien-être * Expérience avec une exposition au choc, gravité et capacité de récupération | ~~Quantitative~~  Qualitative | ~~Questionnaire structuré~~~~1~~  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis | Impact |
| **QE3 : Quels types de soutien fournis par le FFU sont les plus efficaces en termes de coût pour améliorer l’employabilité ?**  ***Quel est le rapport coût-efficacité de la modalité « chantier école »?*** | | | | | | |
| 3.1. Quels sont les coûts par bénéficiaires des interventions du FFU ? | ~~3.1.MRT1 Quels ont été les coûts de la modalité « chantier école » par bénéficiaire ?~~ | ~~Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés~~ | * ~~Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Données administratives et questionnaire structuré~~ | ~~Efficience~~ |
| 3.2. Quels sont les effets des interventions du FFU (sur l’emploi) en termes de coûts ? | 3.2. MRT1 Quels sont les effets de la modalité « chantier école » par rapport à leurs coûts? | Ressources mobilisées/effets généré par les jeunes formés | * Ressources mobilisées/emploi additionnel obtenu par les jeunes formés * Ressources mobilisées/revenu additionnel généré par les jeunes formés | Quantitative | Données administratives et questionnaire structuré | Efficience |
| **QE4 : A quels autres résultats désirés ou inattendus les interventions du FFU ont-elles contribué (par exemple en termes de mobilité, de migration, ou d’intentions de migration) ?**  ***A quels autres résultats désirés ou inattendus la modalité « chantier école » a-t-elle contribué ?*** | | | | | | |
| 4.2. Comment les interventions du FFU ont-elles modifié les intentions de déplacements (au sein de la région, du pays, à l’international) des bénéficiaires pour la recherche d’emploi ? | 4.2. MRT1 Comment l'intervention a-t-elle changé les aspirations de vie des bénéficiaires (par exemple, le type d'emploi, l'envie de migrer, les revenus) ? | ~~Ressources mobilisées/nombre de jeunes formés~~ | ~~Aspiration en termes de :~~   * ~~Revenus~~ * ~~Types d’emplois~~ * ~~Lieu de travail/ intention de migration~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Questionnaire structuré~~ | ~~Impact~~ |
| Ressources mobilisées/effets généré par les jeunes formés | * Influence des opportunités créées par le projet sur les aspirations de vie des bénéficiaires * Valeur accordée aux opportunités créées par le projet dans établissement du projet de vie * Projets de vie réalisable en Mauritanie * Définition (subjective) des déterminants du projet de vie et de ses objectifs * Défis identifiés pour établissement du projet de vie | Qualitative | Groupes de discussion avec coachs responsables de l’accompagnement individualisé en insertion professionnelle  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Impact |
| **QE5: Les interventions FFU ont-elles inclus et promu différents groupes de population vulnérables tels que les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour, et les communautés d’accueil de la même manière ?**  ***Dans quelle mesure la modalité „chantier école“ a-t-elle inclus et soutenu les groupes vulnérables ?*** | | | | | | |
| 5.1. Quels sont les résultats (différenciés) des interventions du FFU sur les jeunes, les femmes, les réfugiés, IDPs, les migrants de retour et les communautés d’accueil en termes de création d’emploi, d’employabilité et de développement de compétences ? | 5.1. MRT1.a Quels sont les effets de la participation à la modalité « chantier école » sur l'autonomisation des femmes ? | Autonomisation | * Rôle des femmes bénéficiaires dans leur communauté * Changement de comportement avant/après participation * Pouvoir de décision * Défis rencontrés | Qualitative | Groupes de discussions avec cadres d’accompagnement et entreprises partenaires  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Impact |
| ~~5.1.MRT1.b Quel sont les effets de la modalité « chantier école » selon[[6]](#footnote-7) :~~   * ~~la localisation des élèves (urbain ou rural) ?~~ * ~~Le genre ?~~ | ~~Emploi~~  ~~Revenu~~  ~~Résilience~~ | * ~~Statut de l’emploi~~ * ~~Nombre d’heures travaillées~~ * ~~Revenu~~ * ~~Résilience economique~~ | ~~Quantitative~~ | ~~Questionnaire structuré~~ | ~~Impact~~ |
| 5.2. Les interventions du FFU ont-elles suivi une approche sensible au genre? | 5.2. MRT1 Dans quelle mesure la modalité « chantier école » est-elle sensible au genre ? | Sensibilité du parcours au genre | * Définition du genre sur laquelle est basé la modalité « chantier école » * Changements observés par bénéficiaires * Type d’accompagnement offert aux bénéficiaires (femmes) | Qualitative | Analyse des documents de projet et cadre théorique  Groupes de discussion avec coachs responsables de l’accompagnement individualisé en insertion professionnelle  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT | Pertinence |
| 5.3. Dans quelle mesure les services des interventions du FFU répondent aux besoins spécifiques des jeunes, des femmes, des réfugiés, des IDPs, des migrants de retour et des communautés d’accueil en termes de création d’emploi, d’employabilité et développement de compétences ? | 5.3. MRT1 Dans quelle mesure le cadre de soutien aux jeunes répond-il aux besoins spécifiques des jeunes bénéficiaires ? | Adaptation aux besoins des bénéficiaires | * Définition des besoins des bénéficiaires VS définition des besoins identifiés par l’équipe du projet * Niveau d’adaptation de l’accompagnement aux besoins des bénéficiaires tels que définis par ces derniers * Qualité de l’accompagnement du personnel de formation * Adaptation des infrastructures et du contenu de formation aux besoins des bénéficiaires et des plus vulnérables * Capacité du projet à relever les obstacles liés à l'accès des bénéficiaires au marché du travail | Qualitative | Groupes de discussion avec coachs responsables de l’accompagnement individualisé en insertion professionnelle  Entretiens individuels avec apprentis en cours de formation et anciens apprentis, et avec équipe de projet du BIT  Revue de la documentation du projet | Pertinence |
| **QE6: Quels sont les contributions vraisemblables des interventions du FFU en comparaison aux interventions distinctes bilatérales et indépendantes des Etats membres?**  ***Les questions pour QE6 ne sont pas posées au niveau national dans R1*** | | | | | | |

Source : Elaboration de C4ED

## Liste des personnes et organisations consultées

Tableau 5 : Liste des personnes et organisations consultées

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Catégories** | **Organisation** | **Position** |
| Institutions gouvernementales | Ministère de l’Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP)/Direction Générale de la Formation Technique et Professionnelle | Directeur |
| Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP/FTP) | Directeur |
|  | Agence Nationale pour l’Emploi des Jeunes (TECHGHIL) | Responsable de l’insertion |
|  | Bureau Mauritanien pour l’Insertion | Responsable de l’insertion |
| Sous-traitant | BetaPlus | Directeur |
| Equipe d’enquêteurs Brakna |
| Equipe d’enquêteurs Gorgol |
| Equipe d’enquêteurs Nouakchott |
| Organisation internationale chargée de la mise en œuvre | Bureau International du Travail (BIT) | Coordinateur du projet |
| Coordinateur chargé des projets d’insertion des jeunes |
| Chargé du suivi et d’encadrement des bénéficiaires |
| Responsable du suivi pédagogique et technique |
| Responsable de la mobilisation et formation des bénéficiaires |
| Bailleurs de fonds | Union Européenne | Chargé de programmes |
| Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement (GIZ) | Chargé de programmes |
| Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) | Chargé de programmes |
| Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) | Entreprises membres du dialogue social avec le BTP (individus) | Directeur d’entreprise |
| Organisations socio-professionnelles du secteur de la pêche | Membres de GIE (individus) | Jeunes hommes et femmes travaillant dans des GIE |
| Communautés | Membres des communautés (individus) | Jeunes hommes et femmes entre 18-35 bénéficiaires de la modalité « chantier école » dans le Brakna, Gorgol et Nouakchott. |

Source : Elaboration du C4ED

## Calendrier des activités

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des activités qui ont rythmé l’exercice d’évaluation entre 2021 et 2024.

Tableau 6 : Plan de travail 2021-2024

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2021** | | | | **2022** | | | | **2023** | | | | **2024** | | | |
| **Quarts** | **1** | **2** | **3** | **4** | **1** | **2** | **3** | **4** | **1** | **2** | **3** | **4** | **1** | **2** | **3** | **4** |
| **Phase de lancement** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Revue de la littérature et mission de cadrage |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Élaboration de la TdC et de la matrice d'évaluation |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Obtention d'une autorisation éthique |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Élaboration du plan de mise en œuvre sur le terrain |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport initial |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Développement des outils |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Processus de candidature et randomisation de l'attribution du traitement |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Saisie des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nettoyage des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Analyse des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport de recherche #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Brochure du projet |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Collecte de données** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Développement des outils/finalisation d'outils qualitatifs |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Programmation CAPI et mises à jour de traduction |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Formation, pilote |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Collecte de données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nettoyage des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Analyse des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport de recherche #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mises à jour de l'outil |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Programmation CAPI et mises à jour de traduction |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Formation, pilote |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Collecte de données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Nettoyage des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Analyse des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Diffusion des données |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport de recherche #3 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Rapport final |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Note : Les activités listées en gris clair n’ont pas eu lieu suite à l’abandon de l’approche quantitative.

Source : Elaboration du C4ED

## Équipe d’évaluation

**Agathe Rivière** est chargée de recherche qualitative et d’évaluation chez C4ED depuis 2017. Elle est responsable du développement et de la mise en œuvre de stratégies de recherche qualitative pour des évaluations qualitatives ou utilisant des méthodes mixtes. Au cours des sept dernières années, Agathe Rivière a évalué et suivi des interventions de développement dans les domaines de la protection sociale, de l’hygiène et de l’assainissement (WASH), de l’éducation (formelle et informelle), de la migration et du développement du secteur privé pour l'UNICEF, la Coopération Suisse au Développement (CSD), Finance in Motion (FiM), la Commission Européenne (FFU), l'Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement (GIZ) et le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO). Elle utilise principalement les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE, tout en intégrant systématiquement une perspective de genre et d'équité dans ses évaluations. Elle est spécialisée dans les méthodes de recherche participatives et possède une expertise régionale en Afrique et Asie du Sud.

En plus de son travail de recherche, le rôle d'Agathe Rivière chez C4ED inclut des tâches transversales de gestion de projet telles que le renforcement des capacités et l'assurance qualité. Depuis le début de la collaboration entre C4ED et le FFU, Agathe Rivière est le point focal pour toutes les questions liées aux aspects de recherche qualitative des évaluations du R1. Agathe Rivière a développé la méthodologie qualitative des évaluations des projet Promopêche (BIT) et PECOBAT (BIT) en Mauritanie, du parcours INTEGRA (ITC) et du projet « Préparation à la vie professionnelle » (GIZ) en Guinée, ainsi que du projet PARERBA au Sénégal. Dans le cadre des évaluations R1, Agathe Rivière a procédé à l’assurance qualité de nombreux rapports.

**Yatacko Tamboura** a collaboré avec le Centre de Recherche et Développement Économique et Social (CRDES) de 2016 à 2018, où elle a évalué l'impact de divers projets financés au Sénégal par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD) et la coopération allemande (GIZ). Ces programmes avaient pour objectif de lutter contre l'extrême pauvreté et de soutenir les familles vulnérables dans des domaines tels que la protection de l'enfance (malnutrition), l'environnement (déforestation) et la santé communautaire.

Depuis 2019, Yatacko Tamboura travaille en tant que consultante indépendante pour divers organismes, se spécialisant dans la collecte, l'analyse et la dissémination de données économiques, sociopolitiques et démographiques, ainsi que dans le suivi et l'évaluation de projets. En 2022, elle rejoint C4ED en tant que consultante, se concentrant sur l'évaluation qualitative des projets financés par le FFU en Guinée et au Sénégal. Elle a notamment contribué à l’évaluation du parcours INTEGRA (ITC) et du projet « Préparation à la vie professionnelle » (GIZ) en Guinée, ainsi qu'au projet PARERBA au Sénégal. Depuis 2024, Yatacko Taboura fait partie de l’équipe d’évaluation du portefeuille de projets du FFU (R2).

**Dr. Thomas Eekhout** est spécialiste du suivi et de l'évaluation au C4ED. Il a huit ans d'expérience dans la conduite et la gestion d'évaluations d'impact qui s'appuient sur la complémentarité des méthodes mixtes. Plus spécifiquement, il a développé une expertise dans les domaines de l'économie du travail, de l'éducation et de l'environnement, avec une expérience de terrain en Afrique subsaharienne et en Amérique latine. Avant de rejoindre le C4ED, il a étudié les obstacles au développement des MPME dans les pays en développement, en se concentrant plus particulièrement sur le secteur informel urbain d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Sénégal). Ses recherches, en partenariat avec l'opérateur de télécommunications Orange, l'ont également amené à explorer les effets des nouvelles technologies (mobiles), des réseaux sociaux et des services financiers (formels et informels) sur les performances économiques. Il a personnellement conçu, développé et contrôlé des enquêtes mixtes pour collecter des indicateurs difficiles à mesurer tels que les performances économiques (ventes, bénéfices, salaires, capital et compétences non techniques). Depuis 2021, il a dirigé de nombreuses évaluations d'impact pour le C4ED. Il est responsable de l'évaluation des impacts sur la déforestation, la production et la productivité des fermes-écoles en Équateur, mises en œuvre par le PNUD, et au Lesotho, mises en œuvre par la GIZ. Il dirige également une évaluation d'impact du SME Loop au Bénin financée par Deval mise en œuvre par la GIZ. Depuis 2023, Dr. Eekhout diversifie son expertise technique en menant des évaluations de suivi d'un projet WASH multi-pays mis en œuvre par l'UNICEF.

Depuis le début de la collaboration entre le C4ED et l'EUTF, le Dr. Eekhout a été le point focal et le coordinateur des évaluations R1. Il a dirigé les évaluations d'impacts du projet INTEGRA mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GN-01-03), de la deuxième composante du projet RISE en Ouganda mis en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-HOA-UG-39-01), de la composante INTEGRA mise en œuvre par l'ITC (T05-EUTF-SAH-GN-01-01) ainsi que la composante du projet TEKKI FII mise en œuvre par la GIZ (T05-EUTF-SAH-GM-03-01). Dans le cadre de cette évaluation, Dr. Eekhout a finalisé le rapport en assurant une cohérence avec les autres évaluation R1. Enfin, il a contribué à la triangulation des résultats R1 et R2 dans le rapport d’évaluation du portefeuille.

## Bibliographie

(s.d.).

ANSADE. (2021). *Conditions de vie des ménages : Principaux indcateurs sociaux. EPCV 2019-2020.* République Islamique de Mauritanie.

Arias, O. (2017, March). *Maximizing the impact of short-term training programs.* Récupéré sur World Bank: https://thedocs.worldbank.org/en/doc/515601530060083699-0160022017/original/Mar171230pmOmarAPPTSTTrainingIntEvidence32017JobsCC.pdf

Banque Mondiale. (2017). *Mauritanie - Transformation de la trajectoire de lemploi des jeunes vulnérables.*

Banque Mondiale. (2021). *Indicateurs du développement dans le monde.* Récupéré sur https://databank.banquemondiale.org/source/world-development-indicators

Banque Mondiale. (2022). *Rapport sur la situation économique en Mauritanie - Le secteur privé au centre de la transformation économique et de la création d'emplois.* Banque Mondiale.

Banque Mondiale. (2024). *Guinée.* Récupéré sur https://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview

Banque Mondiale. (2024). Mauritanie - Vue d'ensemble. Récupéré sur https://www.banquemondiale.org/fr/country/mauritania/overview#:~:text=Aper%C3%A7u%20%C3%A9conomique,de%20fer%20et%20de%20poisson.

Banque Mondiale. (2024, Septembre 5). Transformer des vies en Mauritanie grâce à la protection sociale adaptative. Récupéré sur https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2024/09/05/afw-transforming-lives-in-mauritania-through-adaptive-social-protection

Berrou, J.-P., & Gondard-Delcroix, C. (2018). Dynamics of social networks of urban informal entrepreneurs in an African economy. *Review of Social Economy*, 167-197.

BIT. (2017). Cadre logique du projet Promopêche.

BIT. (2019). *Proposition de recherche: Evaluation de l'impact de la promotion de l'emploi des jeunes et la formation professionnelle en Mauritanie.*

BM. (2024, 04 08). *The World Bank in Guinea.* Récupéré sur https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview

BMI. (2020). *Rapport final d'activité de suivi - Insertion des bénéficiaires de formations sur lesmétiers des infrastructures et suivi des sortants du secteur de la pêche artisanale.*

Boyer, F., Lima, S., & Mounkaïla, H. (2023). Après le Sommet de la Valette, quelles pratiques et politiques migratoires en Afrique ? *L'Espace Politique*. Récupéré sur https://journals.openedition.org/espacepolitique/10825

Bureau Mauritanien pour l'Insertion. (2020). *Rapport final d'activité de suivi - insertion des bénéficiaires de formations sur les métiers des infrastructures et le suivi des sortants du secteur de la pêche artisanale.* BIT/Promopêche.

Caria, S., Orkin, K., Andrew, A., Garlick, R., Heath, R., & Singh, N. (2024, February). Barriers to Search and Hiring in Urban Labour Markets. Récupéré sur https://voxdev.org/sites/default/files/2024-02/Barriers\_search\_hiring\_urban\_labour\_markets\_Issue\_1.pdf

Chemonics. (2023, June 23). *Workforce development for a resilient future.* Récupéré sur https://chemonics.com/blog/workforce-development-for-a-resilient-future/

Commission Sous-Régionale des Pêches. (2024). Récupéré sur http://spcsrp.org/fr

Cour des Comptes Europénne. (2018). *Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique: un instrument souple, mais pas assez ciblé.* Récupéré sur https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18\_32/SR\_EUTF\_AFRICA\_FR.pdf

Délegation de l'UE en Mauritanie. (2021, 08 13). *L’Union européenne et la Mauritanie*. Récupéré sur https://www.eeas.europa.eu/mauritania/lunion-europeenne-et-la-mauritanie\_fr?s=109#92818

Département de Statistiques, République d'Afrique du Sud. (2020, June 24). *Vulnerability of youth in the South African labour market.* Récupéré sur https://www.statssa.gov.za/?p=13379

Eekhout, T., Berrou, J.-P., & Combarnous, F. (2022). Entrepreneurs' mobile phone appropriation and technical efficiency of informal firms in Dakar (Senegal). *The Journal of International Development*, 1429-1455.

EU. (2024). Délégation de l'Union Européenne en Mauritanie. Récupéré sur https://www.eeas.europa.eu/delegations/mauritanie\_fr?s=109

Fafchamps, M. (2004). *Market Institutions in Sub-Saharan Africa: Theory and Evidence.* Cambridge: MIT Press.

Fargues, P. (2016). Un million de migrants arrivés sans visa en Europe en 2015: Qui sont-ils? *Population & Sociétés*.

Faye, M. (2016). *Construction d’une chambre froide de stockage de poissons frais sur l’aéroport de Nouadhibou.*

Fergusson, D. M. (2014, 71(9), 1025–1031 2014.652). *Impact of a Major Disaster on the Mental Health of a Well-Studied Cohort.* Récupéré sur JAMA Psychiatry: https://doi.org/10.1001/jamapsychiatry

Filmer, D. &. (2014). Youth Employment in Sub-Saharan Africa. Africa Development Forum. Washington, DC, World Bank and Agence Francaise de Développement.

Fonds des Nations Unies pour la population. (2024). Population mondiale - Mauritanie. Récupéré sur https://www.unfpa.org/fr/data/world-population/MR

Fonds International de Développement Agricole. (2016). *République Islamique de Mauritanie.*

Fonds International de Développement Agricole. (2024). *Guinée.* Récupéré sur https://www.ifad.org/fr/web/operations/w/pays/guinea

François, M. (2019). La formation continue, levier de développement des compétences. Dans O. Bachelard, *La formation professionnelle dans les services publics. Nouveaux enjeux, nouvelles pratiques* (pp. 107-114). Rennes: Presses de l'EHESP.

GIZ. (2023). *Pêche Artisanale Durable en Mauritanie.* Récupéré sur https://www.giz.de/en/downloads/giz-2023-fr-programme-mondial-p%C3%AAche-et-aquaculture-durables-mauritanie.pdf

Human Rights Watch. (s.d.). Crise migratoire en Europe. Récupéré sur https://www.hrw.org/fr/tag/crise-migratoire-en-europe#:~:text=Entre%20le%201er%20janvier,personnes%20ont%20trouv%C3%A9%20la%20mort.

Ibourk, A. (2020). *Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration en Mauritanie .* Récupéré sur Bureau International du Travail.

International Initiative for Impact Evaluation. (2018). *Vocational and business training to improve women's labour market outcomes in low-and middle-income countries.* London: 3ie.

Jacquemot, P. (2024). *L’Afrique face à l’épuisement de ses ressources de la pêche maritime .* HAL open science.

Jäger, M. (2016). *Dual Vocational Education and Training as an option in Development Cooperation: Survey of experts on behalf of the Donor Committee for dual Vocational Education and Training - Final Report.*

J-PAL. (2023, March). Vocational and skills training programs to improve labor market outcomes. Récupéré sur https://www.povertyactionlab.org/policy-insight/vocational-and-skills-training-programs-improve-labor-market-outcomes

La Voûte Nubienne. (2024, 07 18). Récupéré sur https://www.lavoutenubienne.org/IMG/pdf/catalogue\_des\_propositions\_avn\_-\_v2.pdf

Lave, J. &. (1991). *Situated learning: Legitimate peripheral participation.* Cambridge: Cambridge University Press.

ManpowerGroup. (2019). *Closing the Skills Gap: Know What Workers Want.* ManpowerGroup. Récupéré sur https://workforce-resources.manpowergroup.com/white-papers/closing-the-skills-gap-know-what-workers-want

McKee-Ryan, F. S. (2005). Psychological and Physical Well-Being During Unemployment: A Meta-Analytic Study. *Journal of Applied Psychology, 90 (1)*, 53-76. Récupéré sur https://doi.org/10.1037/0021-9010.90.1.53

Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime. (2015). *Stratégie nationale de gestion responsable pour un développement durable des pêches et de l'économie maritime 2015-2019.*

Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime. (2022, Juillet). Lettre de Politique et de Planification (L2P) du Secteur des Pêches et de l'Economie Maritime Période 2022-2024. Récupéré sur https://www.peches.gov.mr/IMG/pdf/version\_finale\_de\_la\_l2p\_adoptee\_en\_cm\_en\_juillet\_2022\_fr\_-\_final.pdf

Nodalis Conseil. (2021). *Évaluation à mi-parcours du projet PECOBAT.*

OECD Development Centre. (2017). *Youth Aspirations and the Reality of Jobs in Developing Countries.* Paris: OECD Publishing.

OESP. (2018). *Rapport annuel des statistiques de pêche en Mauritanie.* Ministère des Pêches et de l’Economie Maritime et Observatoire Economique et Social des Pêches.

Office de l'Emploi de la Statistique. (2012). *Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2012.*

Office National de la Statistique. (2017). *Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2017.*

OIT. (2018). *Women and men in the informal economy: A statistical picture. Third edition.* Récupéré sur https://www.ilo.org/publications/women-and-men-informal-economy-statistical-picture-third-edition

OIT. (2019). *Annex I: Description de l'Action - Création d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale.* T05-EUTF-SAH-MR-04-02.

OIT. (2021). *Groupe de travail chargé de la discussion générale: Compétences et apprentissage tout au long de la vie.* Conference Internationale du Travail, 109ème session, Genève. Récupéré sur file:///C:/Users/AgatheRivi%C3%A8re/Downloads/wcms\_830860.pdf

OIT. (2022). *Création d’emplois décents et consolidation de l’emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale.* T05-EUTF-SAH-MR-04-02.

OIT. (2023). *Appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées - Rapport final de l'évaluation de PECOBAT 1.*

OIT. (2023). *Appui à la dynamisation du développement économique local dans les zones défavorisées-Rapport final d'Evaluation.*

Organisation Internationale du Travail. (2024, 07 30). *Projet Promopêche: C´reation d'emplois décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale*. Récupéré sur https://www.ilo.org/fr/projects-and-partnerships/projects/projet-promopeche-creation-demplois-decents-et-consolidation-de-lemploi

Organisation Internationale pour les Migrations. (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour en Mauritanie.* Récupéré sur https://migrantprotection.iom.int/fr/resources/report/cartographie-et-profil-socioeconomique-des-communautes-de-retour-en-mauritanie

Organisation Internationale pour les Migrations. (2018). *Cartographie et profils socio-économiques des communautés de retour en Mauritanie.*

Osman, A., & Speer, J. D. (2022). Are Soft Skills Enough? Experimental Evidence on Skill Complementary for College Graduates.

Particip. (2021). *Evaluation de la coopération de l'Union européenne avec la République Islamique de Mauritanie (2014-2020). Rappot final. Volume I.*

PLANET S.A. (2021). *Évaluation à mi-parcours du Programme Promopêche.*

Refugee Studies Centre. (2013). *Local faith communities and the promotion of resilience in humanitarian situations.* Oxford: Oxford Department of International Development, University of Oxford.

République Islamique de Mauritanie. (2004). Loi n°2004-017 portant code du travail. Récupéré sur https://www.droit-afrique.com/upload/doc/mauritanie/Mauritanie-Code-2004-du-travail-MAJ-2009.pdf

Sanchez, C., Schwaerzler, C., Parravicini, S., Aouad, W. A., & Onal, I. (2023, November 6). Unveiling the Shadow Economy. Récupéré sur https://www.bcg.com/publications/2023/unveiling-the-shadow-economy

Schaberg, K. (2017, September). Can sector strategies promote longer-term effets? Three-year impacts from the Work Advance Demonstration.

Schneider, F., & Enste, D. (2000). *Shadow Economies Around the World: Size, Causes, and Consequences.* WP/00/26: International Monetary Found.

U.S. Department of State. (2022). *2022 Investment Climate Statements: Guinea.* Récupéré sur https://www.afdb.org/en/news-and-events/guinea-bissau-energy-and-transport-infrastructure-core-african-development-banks-2022-2026-country-strategy-55260

UNDP. (2023, May 8). Breaking Barriers: Empowering Women in the Construction Industry. Botswana. Récupéré sur https://www.undp.org/botswana/news/breaking-barriers-empowering-women-construction-industry

United Nations Development Programme. (2020). *Human Development Report 2020. The next frontier-human development and the anthropocene.* Récupéré sur United Nations.

United States Institute of Peace. (2022, May 10). *Why Religion-Based Support is Vital for Afghan Refugees*. Récupéré sur https://www.usip.org/blog/2022/05/why-religion-based-support-vital-afghan-refugees

**Center for Evaluation and Development**

**C4ED**

**O7, 3  
68161 Mannheim, Germany**

**Email: info@c4ed.org**

**www.c4ed.org**



1. https://www.cleiss.fr/docs/cotisations/mauritanie.html [↑](#footnote-ref-2)
2. L’Office national de la Statistique mauritanien définit la population potentiellement active comme l’ensemble des personnes âgées de 14 à 64 ans (ONS, 2017). [↑](#footnote-ref-3)
3. Selon le taux de change appliqué par le convertisseur de devises « Oanda » le 30 octobre 2024. [↑](#footnote-ref-4)
4. *Idem.* [↑](#footnote-ref-5)
5. En Mauritanie, les femmes sont interdites de travailler de nuit dans des secteurs tels que les usines, les manufactures, les mines, et les carrières (article 166 du code du travail mauritanien). Elles sont interdites d’emploi dans des travaux qui excèdent leurs forces physiques ou qui pourraient nuire à leur santé et à leur moralité (article 247) (République Islamique de Mauritanie, 2004). [↑](#footnote-ref-6)
6. [↑](#footnote-ref-7)